

L'EMC se construit, non pas comme un cours classique, mais avec une mise en activité forte de l'élève. Cette démarche propre à l'EMC se traduit dans le manuel par des doubles pages « Explorons » pour découvrir un objet d'étude, « Menons un projet » pour faire des élèves les acteurs de cet enseignement ou « Débattons » pour leur permettre de cerner la complexité de certains sujets et d'argumenter. Les compétences définies par le programme (la sensibilité, la règle et le droit, le jugement et l'engagement), et indiquées pour chaque double page dans le livre du professeur, sont au cœur des pratiques et sont indissociables des finalités du programme. Ainsi, le thème de la liberté de conscience relève des **cultures** du droit et de la règle et de la sensibilité tout en recouvrant les **finalités** du respect d'autrui (tolérance) et des valeurs de la République (valeur Liberté).

Le présent manuel tient compte des **repères annuels de progression** publiés par le MEN (BO du 29 mai 2019) qui n'étaient pas encore parus au moment de la publication des manuels de 2016. Ces repères laissent la liberté à l'enseignant d'organiser sa progression annuelle. Pour leur donner de la cohérence et de la clarté, nous en proposons ici une lecture en trois chapitres avec un objectif par double page correspondant aux « attendus de fin de cycle » des trois finalités :

1. Les libertés
2. Le droit, la justice et ses acteurs
3. Le citoyen dans la démocratie

Repères annuels de progression en 3^e et leur traitement dans le manuel
(Noir : chapitre 16, Vert : chapitre 17, Orange : Chapitre 19)

Respecter autrui
<p>Le travail de l'année porte sur la question du droit et sur son rapport à l'éthique. Sont approfondies les notions de droits et de devoirs pour un individu dans son rapport à l'autre.</p> <p>Un travail plus spécifique est à conduire sur le cheminement de la loi et son application par les acteurs de la justice, dans un questionnement sur ce qu'est le droit. Il permet de faire comprendre que chacun est responsable de ses actes vis-à-vis d'autrui et vis-à-vis de la société. p. 378, 380, 382, 384, 386, 388</p> <p>Les élèves approfondissent leur réflexion sur le rapport entre la morale et l'éthique. La notion d'éthique est à appréhender par des exemples mettant en jeu des choix éthiques personnels et une déontologie professionnelle. p. 382, 388.</p> <p>En lien avec le programme d'histoire la notion de tolérance est à aborder. Ce travail permet notamment d'étudier les mises en tensions des valeurs dans un rapport entre soi et les autres en considérant les discriminations religieuses. Le rapport liberté de conscience - liberté religieuse est à considérer dans un régime de tolérance. p. 368.</p>
Acquérir et partager les valeurs de la République
<p>Le travail conduit est plus spécifiquement mené autour de la valeur de liberté. On montre que la liberté, depuis 1789, est à la fois celle de la nation face à ses gouvernants et celle des individus qui la composent, et qu'elle est garantie par des lois communes.</p> <p>Les élèves travaillent sur les aspects juridiques des valeurs et sur leur formalisation dans des textes : déclaration des droits de l'homme et du citoyen, déclaration des droits de l'enfant. Par l'étude de ces textes, ils appréhendent le fondement des libertés individuelles et collectives comme les tensions entre les libertés. p. 362, 370. Le travail sur la liberté de la presse et la liberté d'expression peut être une entrée féconde. p. 364, 366</p> <p>En lien avec le programme d'histoire, les élèves comprennent que la construction de la nation française est indissociable de celle de l'État. Ils identifient les différentes étapes qui ont mené à la construction d'un État démocratique et qui s'inscrit dans une Union Européenne elle aussi démocratique, ce qui se lit dans ses symboles. p. 396, 400, 402</p>
Construire une culture civique
<p>Le programme d'histoire favorise la contextualisation de la conquête des droits et des formes de représentation des citoyens. Par l'étude du droit de vote comme droit fondamental, les élèves acquièrent le vocabulaire spécifique et comprennent la notion de citoyenneté. Cette étude du vote permet d'appréhender la souveraineté nationale et de réfléchir à la représentation. p. 396, 398, 400, 404</p> <p>Les différentes formes de l'engagement sont abordées. En travaillant sur l'évolution des droits des femmes dans l'histoire ou tout exemple pris dans l'actualité, les élèves comprennent le sens de l'engagement de l'individu comme le rôle du citoyen dans le débat démocratique. p. 406</p>

Trois doubles pages introduisent la partie EMC.

- Les pages 356-357 présentent sous la forme d'une carte mentale illustrée les trois chapitres d'EMC et leurs principales thématiques. À droite, le parcours citoyen est expliqué à travers les différentes actions possibles. Si l'EMC dans son ensemble participe au Parcours citoyen, les DP proposant des projets d'actions aux élèves, estampillées « Parcours citoyen », s'inscrivent plus particulièrement dans ce cadre.

- Les pages 358-359 présentent une méthode en trois étapes pour participer à un débat à laquelle les élèves pourront se référer au cours des **quatre débats** proposés dans le manuel, ou d'ailleurs pour d'autres occasions de prise de parole.

Chapitre 16 Les libertés

La logique du chapitre

Les libertés sont une entrée transversale pour l'année de 4^e en EMC (<https://eduscol.education.fr/2708/enseignement-moral-et-civique-cycles-2-3-et-4>) et permettent de travailler les finalités et les quatre cultures.

La liberté est définie ainsi dans *L'idée républicaine*, 2021, par le constitutionnaliste Guy Carcassonne (1951-2013) :

« La liberté, pour emprunter à Saint-Exupéry, ce n'est pas d'errer dans le vide, mais de pouvoir choisir soi-même, parmi ceux qui sont disponibles, le chemin que l'on veut suivre, sans que puisse l'interdire aucun pouvoir extérieur, même (surtout ?) celui d'un État.

La liberté, loin d'exclure les limites, les impose au contraire. Pour la sécurité de tous, je dois respecter le Code de la route et le gendarme y veille, mais moi seul décide où je veux aller, quand, avec qui. Selon l'article 4 de la Déclaration de 1789, "La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui".

Elle se révèle alors indissociable de l'égalité : c'est parce que les autres ont des droits égaux aux miens que ma liberté est limitée par le respect de la leur et leur liberté limitée par le respect de la mienne. En même temps que complémentaires, pourtant, liberté et égalité sont contradictoires : la liberté absolue, c'est la loi du plus fort ; l'égalité absolue, c'est la négation de la liberté. Le défi de la civilisation est donc dans la juste mesure, hors d'atteinte mais toujours recherchée, sans jamais sacrifier complètement l'une à l'autre. C'est la loi, quand besoin est, qui assure cette conciliation car, si elle est démocratique, elle protège bien plus qu'elle ne contraint. [...]

Enfin, la liberté a un corollaire : la responsabilité. Chaque fois que je décide seul de mes choix, j'en suis aussi seul responsable. Individuellement comme collectivement, l'on ne peut exercer sa liberté sans assumer la responsabilité qui va avec, à l'égard de soi-même et des autres. C'est pourquoi la liberté, qui donne à la vie sa saveur, lui donne aussi sa dignité. »

chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcgclefindmkaj/<https://eduscol.education.fr/document/11192/download>.

Ce premier chapitre sur les libertés permet un va-et-vient avec les chapitres d'histoire de 4^e mais aussi avec l'actualité. L'étude des libertés est indissociable de celle des idées des Lumières, de la Révolution française, du XIX^e siècle pour comprendre quelles sont les libertés fondamentales et les contextualiser. Il est également nécessaire de faire comprendre aux élèves pourquoi il faut les défendre encore aujourd'hui. C'est l'objectif de la double page d'ouverture (pp. 360-361) à travers le tableau d'Eugène Delacroix, *la Liberté guidant le peuple*, peint lors de la Révolution de 1830, et la photographie prise lors de la manifestation du 11 janvier 2015, presque 200 ans plus tard, avec le « crayon guidant le peuple ». Le premier dossier Explorons, « Les libertés individuelles et collectives » (pp. 362-363), a pour ambition de faire identifier aux élèves les libertés fondamentales à travers les grands textes comme le prévoit le BO, de caractériser les libertés individuelles et collectives tout en étant capable de dater ces conquêtes dans la continuité du chapitre d'histoire sur la Révolution française et l'Empire. Un premier débat est proposé sur un sujet qui peut être attractif pour les élèves : « Faut-il restreindre la liberté d'expression sur les réseaux sociaux ? » (pp. 364-365). Ce débat est accompagné d'un point méthode et organisé en trois étapes pour sécuriser élèves et professeurs : préparation/argumentation/ conclusion avec des « coups de pouce ».

Une double page Explorons (pp. 366-367) présente la liberté de presse (loi de 1881, DUDH 1948) et son rôle dans les pays démocratiques (le droit à l'information) tout en relevant les atteintes à cette liberté avec la carte annuelle de RSF notamment. Cette double page permet de travailler en lien avec la semaine de la presse et des médias à l'École (CLEMI <https://www.cleml.fr>) qui a lieu chaque année en mars. Le dossier suivant propose un projet collaboratif autour de la laïcité et de la liberté de conscience » (pp. 368-369), permettant de faire travailler les élèves en équipe pour réaliser une affiche. Ce travail peut être fait en lien avec le chapitre d'histoire sur les Lumières, et en lien avec la journée de la laïcité du 9 décembre, journée célébrant la loi de séparation des Églises et de l'État en 1905. Ces affiches peuvent être exposées dans un lieu spécifique de l'établissement et l'occasion d'un concours entre les élèves de 4^e de l'établissement. Enfin, un deuxième débat est proposé : « La liberté de circuler peut-elle être limitée ? » (pp. 370-371). Le sujet a été d'actualité en 2020-2021 avec la crise du Covid (couvre-feu, pass sanitaire puis vaccinal) et permet aux élèves de s'appuyer sur la Déclaration Universelle des droits de l'Homme pour débattre de la mise en tension des libertés.

Un court bilan fait le point sur ce qu'il faut retenir des différentes activités avec pour les élèves plus « visuels » une carte mentale (p. 372). Trois exercices permettent aux élèves de vérifier leurs connaissances (vocabulaire, dates clés et valeurs) (p. 373) avant de s'entraîner au brevet avec un sujet de brevet guidé et un sujet blanc (pp. 374-375).

PP. 360-361 OUVERTURE

Deux documents iconographiques et un sondage permettent d'ouvrir le thème des libertés.

Le document 1 est le tableau peint par Eugène Delacroix au lendemain de la Révolution de 1830. La liberté est représentée par une femme guidant les insurgés, icône qui se confondra par la suite avec Marianne, allégorie de la Liberté et symbole de la République française. Ce document permet de faire le lien avec la partie histoire et d'évoquer la conquête des libertés sur le temps long.

Le document 2 est une photographie prise le dimanche 11 janvier 2015 à la fin de la marche républicaine en réponse aux attentats de Paris du mercredi 7 au vendredi 9 janvier 2015 (journal Charlie hebdo, Montrouge, supérette à Vincennes). <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001772/la-marche-republicaine-du-11-janvier-2015-contre-le-terrorisme.html>

Cette photographie est devenue virale sur les réseaux sociaux. Le lieu, place de la Nation à Paris, est symbolique. On reconnaît la statue de Marianne qui surmonte « le triomphe de la République » de Dalou, et les deux colonnes. La place est noire de monde. Les pancartes, on peut lire les libertés défendues : liberté d'expression avec plusieurs crayons brandis par les manifestants, la liberté de la presse avec la carte de journaliste. On peut lire aussi « Vite plus de démocratie partout contre la barbarie » et « Je suis Charlie », un # viral suite à

ce mercredi d'horreur au sein des bureaux du journal satirique. Cette photographie permet d'ouvrir la réflexion sur la nécessité de toujours défendre les libertés tout en faisant écho au document 1.

En haut à droite, un sondage invitant à classer les trois valeurs de la République par ordre d'importance montre que la Liberté est la valeur la plus importante pour la moitié des Français interrogés. Le « Et vous » permet ensuite un premier échange avec les élèves afin qu'ils partagent leur représentation. On peut très bien imaginer que ce « Et vous » soit fait en amont à la maison avant de commencer le chapitre.

PP. 362-363 EXPLORONS LES LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

Ce dossier propose aux élèves de travailler sur la conquête ainsi que sur l'exercice des libertés fondamentales dans notre pays. Les libertés et les droits fondamentaux sont des piliers importants de la démocratie et sont garantis par des lois communes et des textes fondateurs qui sont le fruit d'une histoire. Le document 1 permet justement d'appréhender quelques étapes de la conquête des droits et des libertés. Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive. Les documents 2 et 4 sont l'occasion d'aborder des textes fondateurs avec les élèves (*La Déclaration Universelle des droits de l'Homme* de 1948 et *La Convention internationale des droits de l'enfant* de 1989). Le document 2 peut être complété par la courte vidéo d'« 1 jour 1 actu » : hatier-clic.fr/22hg1602. Le document 3 doit permettre d'illustrer certaines étapes évoquées dans le premier document et de faire comprendre que les citoyens peuvent exercer ces libertés au quotidien. Le document 5 permet d'interroger les élèves sur le ressenti des Français quant à l'importance accordée à chaque liberté.

Dans le parcours 2, la rédaction du discours peut être l'occasion de croiser les quatre compétences de l'EMC : les cultures de la sensibilité (ex. : en exprimant ses sentiments), de la règle et du droit (ex. : en citant des textes et des lois essentiels), du jugement (en ayant conscience de l'intérêt général) et enfin de l'engagement (ex. : en montrant comment à son échelle, chacun peut agir en faveur des droits et des libertés). Ce discours qui peut être travaillé de façon pluridisciplinaire avec les collègues de Lettres peut aussi être réinvesti lors de la journée des droits de l'Homme (10 décembre) afin de jalonner le Parcours citoyen des élèves.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 363

Parcours 1

1. La Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, La Déclaration universelle des droits de l'Homme et La Convention internationale des droits de l'enfant sont trois textes fondamentaux qui garantissent les droits et les libertés en France et à travers le monde.

2.

	Liberté / Droit	Date	Article de la DUDH
Doc 3a	Liberté d'association	1901	Art. 20
Doc 3b	Liberté syndicale	1884	Art. 23
Doc 3c	Liberté de manifestation	1935	Art. 19 + 20

3. Cette convention s'adresse aux enfants du monde car ils sont plus vulnérables que les adultes. Cette affiche fait référence à la liberté d'expression.

4. Aux yeux des Français interrogés, la liberté d'opinion et la liberté d'expression sont les deux les plus essentielles. À l'inverse la liberté religieuse et la liberté syndicale leur paraissent plus secondaires.

5. Les libertés d'expression, de circulation et religieuse sont des libertés individuelles. Les liberté syndicale, de manifestation et d'association sont des libertés collectives.

Parcours 2

« Mesdames, Messieurs, mes cher.es camarades de classe, je suis honoré(e) de m'adresser à vous, aujourd'hui 10 décembre, à l'occasion de cette journée des droits de l'Homme.

Tout d'abord, en France, l'acquisition des droits et des libertés est le fruit d'une longue conquête. Au XIX^e siècle, le droit de grève, les libertés de la presse ou syndicale et au XX^e siècle, la liberté d'association, la loi légalisant l'IVG ou encore la loi informatique et libertés sont des étapes essentielles. Plus récemment, on peut citer aussi la loi sur le mariage pour tous.

Des textes fondamentaux garantissent ces droits et ces libertés. En France, en 1789, La Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen est proclamée. Le 10 décembre 1948, les 58 États membres de l'ONU adoptent La Déclaration universelle des droits de l'Homme. Depuis 1989, La Convention internationale des droits de l'enfant vise à protéger les enfants à travers le monde car ils sont vulnérables de par leur âge.

Dans leur vie quotidienne, les citoyens vivent et exercent ces libertés individuelles et collectives avec par exemple l'organisation de forums associatifs, l'adhésion à des syndicats, la participation à des manifestations, le mariage, y compris avec une personne du même sexe. Au collège, les élèves peuvent participer librement à la vie de l'établissement et s'exprimer au travers des clubs (UNSS, EDD), des débats en EMC, en participant au CA ou au CVC.

Nous devons continuer de défendre ces droits et ces libertés qui sont essentiels à tous les citoyens ! »

PP. 364-365 DÉBATTONS FAUT-IL RESTREINDRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ?

Cette double page propose un débat qui peut être travaillé après l'étude des libertés collectives et individuelles (pp. 362-363) mais aussi en bilan de fin de séquence. C'est le premier débat proposé dans le manuel : la double page de méthode proposée pp. 358-359 doit permettre aux élèves et au professeur de comprendre la démarche comme la disposition possible de la salle pour mener à bien le débat. L'étape 1 est primordiale pour que le débat soit de qualité.

Des textes de lois, des sondages, des photos de lanceurs d'alerte ainsi que des exemples actuels tirés des réseaux sociaux utilisés par les élèves vont permettre à la classe de s'approprier le thème du débat.

Le dossier documentaire proposé permet d'évaluer les compétences :

« Analyser et comprendre un document », l'objectif étant d'extraire les informations qui seront ensuite utilisées pour trouver les arguments (Étapes 1 et 2) ;

« Pratiquer différents langages » en rédigeant un paragraphe (Étape 3).

Les élèves travaillent toutes les compétences d'EMC : la sensibilité (ex. : s'exprimer en régulant ses émotions et ses sentiments), la règle et le droit (ex. : respecter les règles communes, comprendre les principes et les valeurs de la République française et des sociétés démocratiques), le jugement (confronter ses jugements et ceux d'autrui), enfin l'engagement (ex. : savoir s'intégrer dans une démarche collaborative).

ÉTAPE 2

A. Il faut limiter la liberté d'expression sur les réseaux sociaux	B. Il ne faut pas limiter la liberté d'expression sur les réseaux sociaux
<ul style="list-style-type: none"> - La liberté d'expression comporte des devoirs et des responsabilités, on ne peut pas tout dire, tout écrire, il y a des limites. - Vivre en société implique des règles qui doivent aussi être respectées sur les réseaux sociaux. - Les règles de la communauté Instagram et le blocage du #anti2010 sont nécessaires pour le bon fonctionnement et le respect, le bien-être des utilisateurs car les risques sont réels (ex. : harcèlement pouvant entraîner des changements d'école, une déscolarisation et même des suicides). - Le gouvernement doit faire plus pour punir les gens qui incitent/diffusent la haine en ligne car trop d'impunité derrière l'écran (« des personnes se sentent trop fortes derrière leur écran »). - Affaire médiatisée : Mila 	<ul style="list-style-type: none"> - La liberté d'expression est un droit. Chacun a le droit de s'exprimer librement sur n'importe quel sujet. - La censure de TikTok et les règles de la communauté Instagram vont à l'encontre de l'exercice de ma liberté d'expression (propagande, désinformation). - Les réseaux sociaux sont des espaces où les jeunes se sentent libres et qu'ils peuvent utiliser de façon positive (travailler, suivre les actualités, débattre, trouver de l'aide...) - La liberté d'expression permet aux lanceurs d'alerte d'envoyer leurs signaux d'alarme et garantit le droit à l'information.

ÉTAPE 3

Le fait d'envisager de restreindre la liberté d'expression sur les réseaux sociaux est une idée qui dérange car cela touche à une de nos valeurs fondamentales : la liberté. Nous vivons dans une société qui a fixé des règles nous permettant le vivre ensemble et qui nous permet donc d'exercer notre liberté d'expression avec la limite de ne pas porter atteinte aux autres.

Avec le développement des réseaux sociaux, les abus ont pris des formes multiples : non-respect des droits d'auteur, cyber harcèlement, atteinte aux mineurs, incitation à la haine ou mise en danger d'autrui par le partage de données personnelles. L'anonymat permis par internet renforce un sentiment d'impunité.

Pour le bien-être de toutes et tous, il serait bon de « surveiller » certaines plates-formes afin que les mauvais comportements soient plus sévèrement punis ou certains usagers bannis. Il faut que le gouvernement s'engage davantage et que les citoyens soient plus formés, sensibilisés aux bons usages des réseaux sociaux.

Comme nous l'avons dit, les aspects positifs de ces réseaux sont nombreux : ils permettent des échanges, un accès aux savoirs ainsi qu'un droit à l'information, notamment avec les lanceurs d'alerte.

La solution réside sûrement dans une « liberté encadrée » pour garantir la sécurité de tout le monde.

Pour aller plus loin, : <https://www.arte.tv/fr/videos/104150-002-A/faut-il-fixer-des-limites-a-la-liberte-sur-les-reseaux-sociaux/>

PP. 366-367 EXPLORONS LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DANS LE MONDE

Cette double page a pour but de faire comprendre les grands principes des sociétés démocratiques à travers l'étude de la liberté de la presse dans le monde. Le corpus est constitué de 5 documents : le premier présente le cadre légal dans lequel s'exerce la liberté de la presse ; le document 2 propose deux « Unes » de quotidiens qui illustrent la fonction de contre-pouvoir de la presse en France (la Une du *Journal du Dimanche* accuse ainsi le président Macron d'avoir enterré le référendum sur l'écologie. Le public est informé, la politique du président critiquée, grâce au respect de la liberté de la presse) ; le document 3 permet de faire davantage le lien entre liberté de la presse et démocratie, de préciser les objectifs démocratiques atteints par une liberté de la presse qui devrait s'exercer sans limite ; le document 4 présente l'état de la liberté de la presse dans le monde en 2020 : l'objectif est de faire réaliser aux élèves que le constat est plutôt négatif, mais meilleur dans les États démocratiques ; enfin, le document 5 permet de préciser les impressions du document 4 en fournissant des exemples concrets d'atteintes à la liberté de la presse.

La liberté de la presse, indissociable du principe démocratique, du débat démocratique grâce à l'existence du pluralisme d'opinion, subit cependant de nombreuses atteintes au quotidien. Il ne faut pas hésiter à enrichir les documents proposés avec des exemples d'actualité récente (vécu des élèves).

Pour découvrir les missions de RSF : <https://rsf.org/fr/nos-activites>

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 367

Parcours 1

1. Les textes qui garantissent la liberté de la presse sont la loi sur la liberté de la presse de 1881 et la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948.

2. Dans une démocratie, la liberté de la presse permet aux citoyens d'exercer leur droit à l'information. Dans une démocratie, les journalistes exercent un rôle de contre-pouvoir.
3. Sur la carte, la couleur dominante est le rouge. Cela signifie que la situation de la liberté de la presse est dans un état difficile à très grave. La liberté de la presse n'est pas respectée entièrement dans une majorité de pays.
4. Les 6 critères qui permettent de classer la liberté de la presse dans un pays sont : le pluralisme, l'indépendance des médias, le cadre légal, l'autocensure, la transparence et les infrastructures.
5. La France occupe le 34^e rang mondial, classement peu glorieux mais à relativiser en le confrontant à celui d'autres démocraties (États-Unis, Italie, etc.) et avec la situation « plutôt bonne » de la liberté de la presse dans ce pays. Cependant, en 2020, des atteintes à l'intégrité des journalistes, des cas d'intimidation et de harcèlement ont été notés en France et en Europe.
6. Défendre la liberté est une nécessité démocratique car elle est un véritable droit pour tous les citoyens : le droit à l'information, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, 1948. La presse joue un rôle de contre-pouvoir indispensable à l'existence d'un véritable débat démocratique. Elle est indissociable d'une démocratie, comme le montre la carte RSF.

Parcours 2

Cette activité peut être réalisée durant la semaine de la presse et s'inscrire dans un travail interdisciplinaire. Si la classe a été sensibilisée à la façon de rédiger un article de presse, une Une de journal, il est possible d'insister sur la forme de l'article (site support : <https://www.clemi.fr/>). Il est également possible de faire lire cet article par l'élève et ainsi travailler sur l'éloquence (site support : <https://www.memorial-caen.fr/les-evenements/concours-de-plaidoiries-des-lyceens>).

Exemple de rédaction :

« La liberté de la presse est garantie par la loi sur la liberté de la presse de 1881 et la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948. Cependant, partout dans le monde, particulièrement mais non exclusivement dans les dictatures, les États en guerre ou instables, des atteintes à cette liberté sont relevées : atteinte au pluralisme et à l'indépendance des médias, censure, etc. Or, la liberté de la presse est indissociable d'une démocratie car elle est un contre-pouvoir et permet aux citoyens d'être informée. C'est pourquoi, comme toute liberté, elle doit être défendue avec vigilance. »

PP. 368-369 MENONS UN PROJET CRÉER UNE AFFICHE SUR LA LAÏCITÉ ET LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

Ce dossier propose aux élèves de comprendre en quoi les principes de la République favorisent la cohésion sociale et comment la laïcité permet la liberté de conscience et donc la tolérance. Le doc. 1 est constitué de deux affiches lauréates du prix de la laïcité en 2015 (École d'art Brassart de Tours). Ces deux affiches permettent aux élèves de voir comment une affiche est constituée : visuel/slogan/texte et quels sont les mots mis en avant par les affiches. L'élève est amené à comprendre que la laïcité permet le vivre-ensemble des croyants de différentes religions, permet aussi de ne pas croire (athéisme), permet d'être soi-même et unique en utilisant son libre arbitre (rockeuse, végétarienne, musulmane, etc.). Le document 2 est extrait de la vidéo hommage à Samuel Paty par Robert Badinter à destination des professeurs et des élèves le lundi de la reprise des vacances d'automne. Dans cet hommage, l'illustre avocat décline la laïcité comme principe qui permet la mise en application des valeurs de la République française : Liberté, Égalité et Fraternité. La vidéo est disponible sur www.hatier-clic.fr/22hg1604.

Il est essentiel ici de mener une réflexion quant aux bienfaits de la laïcité dans une société démocratique avec comme fil conducteur le lien entre la laïcité et les autres valeurs et principes de la république (l'égalité, la lutte contre les discriminations, l'exercice des libertés...). L'adhésion à ces valeurs et principes, et donc à la laïcité, est au cœur de la cohésion nationale. Les dates de ces documents sont aussi symboliques, le prix de la laïcité en 2015, année des attentats de Paris en janvier et novembre, l'hommage de Robert Badinter à l'assassinat de Samuel Paty en 2020. Cela montre que les libertés et la laïcité sont à défendre face à ceux qui les remettent en cause. Le document 3 n'est autre que la charte de la laïcité à l'École, affichée dans toutes les écoles depuis 2013, pour réaffirmer ce principe constitutif de la République et de l'École de la République.

Pour aller plus loin dans l'analyse de la charte :

https://cache.media.eduscol.education.fr/file/Actu_2013/06/2/charte_de_la_laicite_commentee_270062.pdf

L'Expo de la BNF, « La laïcité en questions » :

<http://classes.bnf.fr/laicite/>

Le dossier documentaire proposé permet de travailler les compétences :

- « La règle et le droit » (respecter des règles communes, comprendre les raisons de l'obéissance aux règles et à la loi dans une société démocratique, comprendre le rapport entre les règles et les valeurs) ;
- « L'engagement » (savoir s'intégrer dans une démarche collaborative et enrichir son travail et sa réflexion grâce à cette démarche) ;
- « La sensibilité » (se sentir membre d'une collectivité, accepter les différences et être capable de coopérer) ;
- « Analyser et comprendre un document », à partir d'un choix varié : charte, affiche et extrait d'un témoignage.
- « Pratiquer différents langages » en réalisant des affiches (Parcours 2).

ÉTAPE 1

1. Les mots mis en avant par les affiches sont le vivre-ensemble en permettant de croire à en une religion (islam, christianisme, judaïsme, catholicisme, bouddhisme, protestantisme) ou de ne pas croire (athéisme). La 2^e affiche permet d'être soi-même et unique en utilisant

son libre arbitre (brune, lycéenne, musulmane, rockeuse, végétarienne) tout en étant citoyenne. La laïcité permet donc d'être libre de faire ses choix et d'être égaux quels que soient ces choix.

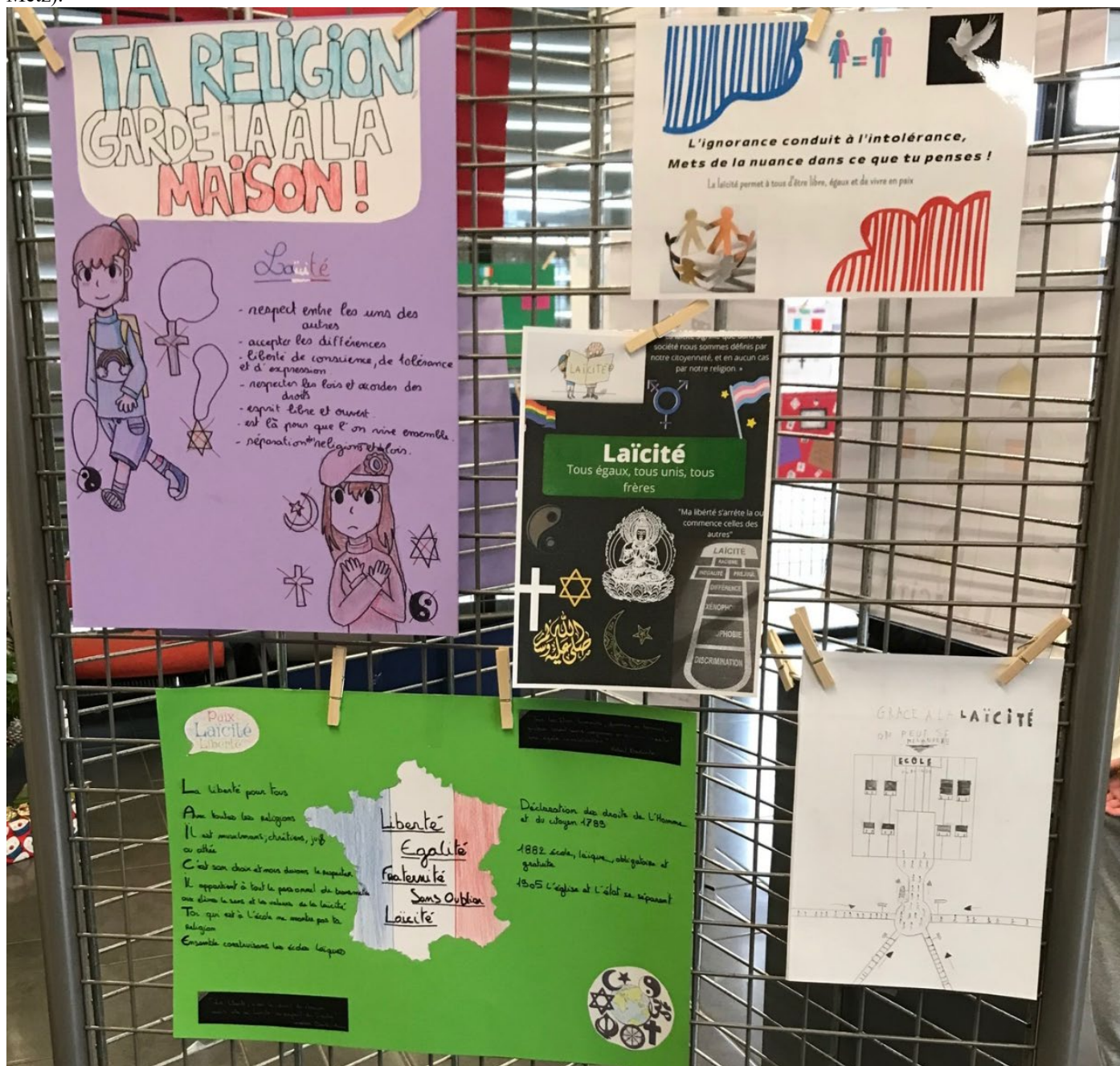
2 et 3. Les valeurs et libertés mentionnées par Robert Badinter sont la liberté d'expression et d'opinion, la liberté de choisir sa religion donc la liberté de conscience, l'égalité, la fraternité, le culte du savoir et de la recherche pour forger des esprits libres et ouverts.

Liberté d'expression et d'opinion	6- 8
Liberté de conscience	2-3-4
Égalité	1-4-7-9
Fraternité	4- 15
Culte du savoir et de la recherche	12-13

4. Les limites à la liberté fixées par la charte sont exprimées dans l'article 3, on peut exprimer ses convictions (parole, réunion, exercice du culte ou une célébration) dans le respect des croyances des autres (personne n'a le droit de contraindre quelqu'un à croire ou à renier sa foi) et dans les limites de l'ordre public (tolérance et respect des lois en vigueur). « La laïcité n'est pas l'ennemie de la religion, elle ne s'oppose qu'à l'intolérance » (charte commentée Eduscol). Dans l'article 6, la liberté d'expression est limitée par l'interdiction du prosélytisme et de toute pression pour que les élèves puissent développer leur libre arbitre sans être endoctrinés. L'article 8 interdit aux personnels comme aux élèves d'afficher des signes ou des tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse.

ÉTAPE 2

Exemples d'affiches exposées à l'occasion de la journée de la laïcité dans le collège de Colombey-les-Belles (Académie de Nancy-Metz).







Cette double page est l'occasion de faire travailler les élèves sur un des textes fondateurs (la Déclaration Universelle des droits de l'Homme) et leur capacité à argumenter en reliant à la fois les articles de la DUDH et des exemples d'atteinte à la liberté de circuler, tout en se positionnant pour dire si c'est justifié ou non au regard du droit et de la règle mais aussi de leur sensibilité.

On peut imaginer qu'une moitié de la classe prépare le débat sur les réseaux sociaux et l'autre moitié ce débat. Cela permet ainsi à tous de tenir un rôle de débatteurs puis d'observateurs/ secrétaires ou inversement. Voir page 358 pour la méthode du débat.

Le dossier documentaire est composé de quatre documents. Le document 1 a pour objectif de montrer que la liberté de circuler est inscrite dans le droit et notamment dans plusieurs articles de la DUDH (articles 13-14-20 et 24) mais comme toute liberté, elle comporte des limites énoncées dans l'article 29. Le document 2 est une photographie d'une manifestation prise durant l'été 2021. Le 12 juillet, Emmanuel Macron a annoncé la mise en place du pass sanitaire (présentation numérique ou papier d'une preuve de vaccination complète ou d'un test négatif de moins de 24 heures) pour aller au restaurant, prendre le TGV, etc. De nombreuses manifestations sont organisées contre cette mesure. Dans la foule, certains portent un masque, rappel du contexte sanitaire de la crise COVID, quelques-uns un gilet jaune, rappel du mouvement social de 2018. On voit également un drapeau français et une pancarte « Nos libertés trépassent », avec les lettres **pass** en noir, associant le pass sanitaire à une atteinte « mortelle » à la liberté. Le document 3 est une caricature de Tjeerd Royaards de mars 2020 publiée sur le site de cartooning for peace. L'Union européenne est confrontée à une double crise : sanitaire, avec la pandémie du Covid (pancarte jaune qui fait référence au confinement « Restez dedans » et les deux personnes en combinaison et masquées) et migratoire avec l'afflux massif de réfugiés syriens depuis 2015 (pancarte bleue « Restez dehors »). Les pays nationalistes de la zone (comme la Hongrie) trouvent là, un excellent prétexte pour se barricader... Ce document peut aussi être utilisé en géographie et faire du lien avec le chapitre sur les mobilités internationales. Enfin le document 4 permet de faire réfléchir au blocage de la circulation du point de vue des grévistes puis du point de vue des usagers.

Le dossier documentaire proposé permet de travailler les compétences :

- « La sensibilité » (se sentir membre d'une collectivité, accepter les différences et être capable de coopérer) ;
- « La règle et le droit » (comprendre les raisons de l'obéissance aux règles et à la loi dans une société démocratique, comprendre le rapport entre les règles et les valeurs) ;
- « Le jugement » (développer des aptitudes au discernement et à la réflexion critique, confronter ses jugements à ceux d'autrui, s'informer de manière rigoureuse et différencier le sens de l'intérêt particulier de l'intérêt général) ;
- « L'engagement » (savoir s'intégrer dans une démarche collaborative et enrichir son travail et sa réflexion grâce à cette démarche) ;
- « Analyser et comprendre un document », à partir d'un choix varié : texte de loi, photographie, dessin de presse et extraits de journaux.

ÉTAPE 2

Il pourra être intéressant de faire remarquer aux élèves qu'un même document peut se prêter à une lecture plurielle, proposer des arguments ou des contre-arguments.

A. Limiter la liberté de circuler est justifié	B. Limiter la liberté de circuler n'est pas justifié
<p>- Au nom du bien-être général dans une société démocratique et de la solidarité. Ex. : confinement, couvre-feu, pass sanitaire pour limiter la propagation du Covid. Doc. 3 : référence à l'article 13 en lien avec le confinement de mars 2020 qui empêchait de se déplacer librement à l'intérieur de l'espace Schengen, de son pays, de sa commune. On peut également rappeler la mise en place du couvre-feu et des attestations de sortie pour courses, balade d'un km autour de son lieu de résidence, promenade des animaux de compagnie... Doc. 1 : l'article 29 restreint donc les libertés au nom du bien-être général pour limiter la propagation du Covid, les contrevenants pouvant être verbalisés au nom de l'ordre public.</p> <p>- Un moyen de pression sur le gouvernement Ex. : bloquer la circulation pour se faire entendre au nom du droit de grève. Nombreux exemples dans l'actualité contre la vie chère ou la réforme des retraites (dockers, cheminots, etc.) Doc. 4 : le droit de grève est reconnu depuis 1864 (voir p. 362). L'article 20 rappelle que toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association. À Rouen, en Normandie, des grévistes étaient installés sur plusieurs ronds-points et ponts dans le cadre de la mobilisation contre la réforme des retraites et les dockers étaient en grève au port du Havre. Certains sont affiliés au syndicat de la CGT pour défendre les intérêts des travailleurs. Le blocage de la circulation est un moyen de contestation.</p>	<p>- Au nom de la liberté et de la sécurité Ex. : inacceptable de bloquer les secours. Doc. 4 : témoignages de Maiwenn et Cyril qui font référence à l'article 29, au droit de circuler librement dans la mesure où « la liberté des uns s'arrête où commence celle des autres », au nom du bien-être et la morale pour laisser passer les secours.</p> <p>- Au nom des intérêts particuliers Ex. : impossible de voir ses grands-parents en EPHAD lors du confinement, d'accéder à la culture, au sport, etc. Doc. 2 : Référence à l'article 13, « Circuler librement », et donc de prendre le TGV, aller en vacances dans un autre pays, à l'article 20, « liberté de réunion et d'association », et donc de se rencontrer librement, à l'article 24, « le droit au repos et aux loisirs », et donc d'aller au restaurant, cinéma, etc. L'article 29 restreint ces libertés au nom du bien-être général pour ne pas engorger les hôpitaux en cas de pic de contamination. Le cœur du débat est donc : qu'est-ce qui est le plus important : la liberté ou la solidarité nationale pour le bien-être ?</p> <p>- Négation des droits humains : Ex. : la Hongrie qui érige à nouveau des frontières au sein de l'espace Schengen, contre le droit d'asile (art. 14 de la DUDH). Doc. 3 : les grilles et la pancarte illustrent ces entraves au droit d'asile, la remise en place de frontières dans l'UE par certains pays dont la Hongrie, ce qui constitue une infraction au droit international.</p>

ÉTAPE 3

La question de la liberté de circuler montre la mise en tension entre l'intérêt particulier et l'intérêt général dans une société démocratique.

Le point de vue A avait pour objectif de montrer que la liberté de circuler peut être limitée. En effet, dans le cas de la pandémie du Covid, des mesures ont été prises pour limiter sa propagation au nom du bien-être général dans une société démocratique. De plus, l'exemple du blocage par les gilets jaunes contre la hausse des prix de l'essence ou celui des cheminots contre la réforme des retraites montrent que la grève est un moyen de contestation et de pression sur le gouvernement pour faire changer un projet de loi. Le point de vue B avait pour objectif de montrer que limiter la liberté de circuler n'est pas justifié. Ainsi, les valeurs défendues peuvent s'opposer. Au nom de l'ordre public et de la sécurité, il n'est pas acceptable de ne pas laisser passer les secours. Mais on peut aussi se questionner, si au nom de l'ordre public et de la sécurité, est-ce qu'il était justifié de ne pas laisser les personnes âgées voir leur famille pendant le confinement ? De ne plus permettre l'accès à la culture pour les personnes sans pass ? Enfin, le droit international reconnaît la possibilité de quitter son pays et de trouver asile ailleurs : la mise en place en place de frontière est une atteinte à la liberté de circuler qui n'est pas justifiable.

La question des limites et des tensions entre les libertés demande réflexion. Il est nécessaire d'apporter de la nuance et de se référer aux textes de lois.

P. 373 JE VÉRIFIE MES CONNAISSANCES

Exercice 1 Je connais les dates des textes de référence

1. DDHC : 1789
2. DUDH : 1948
3. Convention Internationale des droits de l'Enfant : 1989
4. Charte de la laïcité à l'école : 2013

Exercice 2 Je connais les étapes de la conquête des droits et libertés

Droit ou liberté	Date
Liberté d'expression, liberté d'opinion	1789
Abolition de l'esclavage	1848
Droit de grève	1864
Liberté de la presse	1881
Liberté syndicale	1884
Liberté d'association	1901
IVG	1975

Exercice 3 Je connais le vocabulaire du chapitre

- a. Droit qui permet à plusieurs personnes de se réunir pour partager des idées ou soutenir une cause : Liberté de réunion (8)
- b. Principe fondamental de la démocratie qui repose sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression : Liberté de la presse (1)
- c. Liberté reconnue à tous les êtres humains : Liberté fondamentale (7)
- d. Droit de choisir librement sa religion : Liberté de conscience (6)
- e. Droit de se réunir dans la rue pour défendre une cause ou une opinion : Liberté de manifestation (5)
- g. Droit de s'associer au sein d'une même organisation (ex : parti politique) : Liberté d'association (4)
- h. Droit de constituer, sans autorisation préalable, un syndicat pour la défense des travailleurs : Liberté syndicale (3)
- i. Droit qui permet à chacun d'exprimer librement ses idées : Liberté d'expression (2)

P. 374 JE M'ENTRAÎNE SUJET GUIDÉ

Une aide méthodologique est proposée à l'élève afin de l'aider dans sa réflexion et dans la construction de ses réponses.

Pour les deux sujets (guidé et blanc), la réponse aux trois premières questions s'appuie sur les documents. La dernière question est l'occasion de réinvestir les connaissances et les acquis construits en classe lors des activités, discussions et débats tout en s'appuyant sur les documents.

1. Les élèves pouvaient choisir dans le document 1 plusieurs droits parmi : le droit d'être protégé contre les violences physiques ou psychologiques, le droit au respect de son travail et de ses biens, la liberté de conscience et d'expression mais aussi le droit d'avoir des délégués.

2. Le droit collectif accordé aux élèves est la liberté de réunion. Ce droit est soumis à l'autorisation du chef d'établissement et ne peut s'exercer seul.

3. Les libertés ont des limites : si les élèves bénéficient de la liberté d'expression, ils ne peuvent pas tenir des propos diffamatoires et injurieux. La charte de la laïcité offre un autre exemple à travers l'article 14 : les élèves ont le droit de croire ou de ne pas croire, c'est la liberté de conscience mais ils n'ont pas le droit de s'habiller avec des signes mettant en avant leur religion. De même la liberté de conscience et d'expression ne permet pas à un élève de ne pas suivre en enseignement sous prétexte que c'est contraire à sa religion ou ses idées politiques.

4. Comme cela est indiqué dans le coup de pouce, cette réponse doit s'appuyer sur les documents mais aussi sur les connaissances et expériences personnelles des élèves comme cela est attendu pour l'épreuve du brevet en 3°. Les élèves sont familiers des questions sur les tenues vestimentaires « correctes » : taille des shorts et des tee-shirts... Ils doivent aussi questionner la liberté. Est-ce que l'uniforme porte atteinte aux libertés ? Quels sont ses avantages et ses inconvénients ?

Cette proposition de correction est le fruit du travail de mes élèves, merci à eux !

« - Je trouve cela injuste, c'est une atteinte à notre liberté vestimentaire !

- Peut-être, mais tout le monde serait égal et on aurait l'impression d'être membre d'une même équipe, d'une même communauté. Et puis, l'uniforme n'est pas forcément moche... Tout le monde met déjà des sweats à capuche et des jeans qui se ressemblent.
- Non ! Nous sommes libres de nous habiller comme nous le voulons, surtout pour que nous nous sentions bien dans notre corps.
- Mais l'uniforme peut aussi permettre aux plus démunis de ne pas se sentir de côté et l'égalité est une valeur importante de la République.
- Moi, je préfère la liberté !
- L'uniforme permettrait aussi de réduire le harcèlement parce que l'uniforme permettrait de ne pas voir si tes parents peuvent te payer ou pas des fringues de marque. Ça ferait moins de discrimination.
- Probablement...
- Arrête d'être négative. Pense au temps gagné chaque matin pour choisir tes habits...
- Ouais...
- Et plus de passage chez le CPE à cause d'un crop-top... Plus de reproches sur les tenues des filles et que c'est écrit dans le règlement, bla-bla. Filles, garçons, tous égaux !
- Et ça ne te fait rien que ce soit une atteinte à notre liberté, toi qui t'offusquais de la restriction de la liberté sur les réseaux sociaux quand on a fait un débat en classe...
- Attends, tu ne peux pas mettre sur le même plan la liberté d'expression et ses combats et la tenue vestimentaire !
- Tu crois vraiment que la tenue vestimentaire n'est pas un moyen d'expression de sa personnalité ?
- Et toi, tu penses qu'une Hermione Granger ne peut pas exprimer sa personnalité à cause de son uniforme ? Rappelle-moi qui s'est déguisée en Hermione Granger pour Halloween ?
- C'est bon... »

P. 375 JE M'ENTRAÎNE SUJET BLANC

1. Ce dessin de presse fait référence au tableau de Delacroix vu en page d'ouverture du chapitre, *La Liberté guidant le peuple*. La liberté prend ici les traits d'une femme tunisienne, portant le drapeau de la Tunisie et un fusil. Les deux personnages derrière font référence aux réseaux sociaux : celui qui tient une arme est vêtu d'un sweat-shirt bleu avec l'inscription « Facebook » et le jeune de droite brandit un smartphone, présenté comme une arme démocratique. On voit aussi un autre personnage brandir un stylo, symbole de la liberté d'expression face à la censure. La référence à Notre-Dame de Paris est remplacée par une mosquée.

2. La liberté collective exercée dans ces documents est la liberté de manifester.

3. Les « Printemps arabes » se sont soulevés contre les dictatures d'Afrique du Nord, comme la Tunisie, et du Moyen-Orient, comme la Syrie, contre la censure et plus globalement l'absence de libertés.

4. D'après le dessin de presse et l'avis des spécialistes, les réseaux sociaux, en contournant la censure des médias de masse, ont permis la diffusion de ces révolutions. L'« entrée dans l'âge des réseaux sociaux » a permis d'organiser des manifestations et de contourner les médias censurés : l'affirmation des manifestants « Nous sommes les hommes de Facebook » n'a rien d'étonnant.

5. Comme cela est indiqué dans le coup de pouce, les élèves se sont familiarisés avec les lanceurs d'alerte et les réseaux sociaux en participant au débat proposé pages 364-365. Ils doivent s'appuyer sur les documents mais aussi sur leurs connaissances et expériences personnelles comme cela est attendu pour l'épreuve du brevet en 3^e.

« Comme tous les ans, en mars, nous participons à la semaine de la presse et des médias à l'École. Cette année, nous avons travaillé sur nos pratiques et comment les réseaux sociaux sont devenus un élément important dans la diffusion des informations, notamment lors de la guerre en Ukraine.

Tik-tok, Snapchat, Instagram... Nous nous en servons tous, les réseaux sociaux sont devenus un outil majeur pour se divertir, partager des nouvelles, rencontrer de nouvelles personnes, récupérer les devoirs mais aussi pour s'informer. Mais on en connaît les dangers. Par exemple, celui de savoir qui se cache derrière un pseudo ? Est-ce que c'est parce qu'un copain t'a partagé une info que c'est vrai ? Il faut utiliser son esprit critique, recouper les informations avant de publier ce qui pourrait être une « fake news ». Il y a des sites de *fact checking* ou la possibilité de faire une recherche par image inversée.

Est-ce que cela signifie pour autant qu'il faut censurer la liberté d'expression sur les réseaux sociaux ? Ma réponse est non. Sans réseaux sociaux, pas de « Printemps arabe » en 2011, pas de lanceur d'alerte pour dénoncer une atteinte aux droits de l'Homme ou à l'environnement. Est-ce qu'il faut limiter la liberté d'expression dans certains cas ? Ma réponse est oui ! En effet, les commentaires qui appellent à la haine et au harcèlement doivent être interdits. Combien de jeunes se suicident tous les ans à cause du cyber-harcèlement ? La loi existe, elle doit être appliquée. Les plates-formes aussi doivent prendre leur responsabilité. Lors de l'affaire du #anti-2010 à la rentrée 2021, le ministre de l'Éducation nationale est intervenu et cela a été bloqué sur Tik-Tok.

Soyons vigilants ! »

Chapitre 17 Le droit, la justice et ses acteurs

La logique du chapitre

Le deuxième chapitre porte sur le droit, la justice et ses acteurs, thème que l'on trouvait déjà dans les anciens programmes d'« éducation civique ». Il s'intègre à la finalité *Respecter autrui* : « la question du droit et son rapport à l'éthique », « cheminement de la loi et son application par les acteurs de la justice », « responsabilité des actes vis-à-vis d'autrui et de la société » (Repères annuels de 4^e) et permet de travailler toutes les compétences d'EMC : la sensibilité (ex. : être capable d'écoute et d'empathie, se sentir membre d'une collectivité en étant juré), la règle et le droit (ex. : les codes ou le cheminement de la loi), le jugement (ex. : débat réglé sur la loi anti-fessée), l'engagement (travail collaboratif pour jouer un procès). Comment ces attendus se traduisent-ils dans le manuel ?

La première double page Explorons (pp. 378-379) permet d'ouvrir le thème du droit, de la loi à travers le cheminement d'une loi, celle de la loi visant à protéger les victimes de violences conjugales, des origines à la promulgation au Journal officiel, tout en montrant que c'est une pratique démocratique. Le débat qui suit questionne le périmètre du droit et de la loi à travers l'exemple de la « loi anti-fessée » (pp. 380-381) votée en 2019 en France dans le but de lutter contre les Violences Éducatives Ordinaires (VEO).

Puis les trois dossiers suivants ont pour ambition d'identifier : « les principes de la justice (pp. 382-383) à partir des symboles et textes de lois tout en montrant comment ils s'appliquent aux différentes affaires, « le fonctionnement de la justice » à travers les juridictions qui jugent les différentes infractions (pp. 384-385) et enfin « les acteurs » (pp. 386-387).

La double page « Menons un projet » qui clôt ce chapitre propose un *serious game* invitant les élèves à jouer un procès (pp. 388-389). Un court bilan fait le point sur ce qu'il faut retenir des différentes activités avec pour les élèves plus « visuels » une carte mentale (p. 390). Trois exercices permettent aux élèves de vérifier leurs connaissances (vocabulaire, éthique de la justice et les étapes du parcours d'une loi) (p. 391) avant de s'entraîner au brevet avec un sujet guidé et un sujet blanc (pp. 392-393).

PP. 376-377 OUVERTURE

Deux documents iconographiques et un sondage permettent d'ouvrir le thème du droit et de la justice.

Le document 1 est une photographie de la statue de la loi devant l'Assemblée nationale à Paris. Cette statue en marbre, commandée en 1849 mais érigée en 1855, est de type classique, avec une toge et une couronne de laurier. L'accent est mis sur l'ordre avec la posture assise et surélevée sur un socle. La Loi porte deux attributs : dans sa main droite, le sceptre avec la main de justice et, dans la gauche, les tables de la Loi. De plus, cette photographie permet d'introduire certaines questions : Qui sont les auteurs des lois ? Où la loi est-elle votée ? Qui garantit le respect de la loi ? Ces questions trouveront réponses dans les doubles pages de ce chapitre.

Le document 2 est une photographie prise au Palais de Justice de Paris. Les nouveaux avocats sont en robe et prêtent serment devant des chefs de cours et des bâtonniers (coordinateurs des avocats). Cette image permet de faire émerger les représentations sur ces acteurs : noms et fonctions. La mention du « serment » offre également l'occasion de réfléchir à l'éthique de cette profession : dignité, conscience, indépendance, probité, humanité. Un sondage dresse un tableau récent des Français et la justice. Ce sondage évoque leurs représentations (confiance, neutralité/impartialité de la justice) et leurs pratiques (consultation d'un avocat, accès aux tribunaux). Une courte majorité déclare lui faire confiance. On constate aussi que presque un Français sur deux a déjà eu affaire à un avocat. Le « Et vous » permet également un échange avec les élèves afin qu'ils partagent leur représentation et s'interrogent sur la proximité ou non du tribunal le plus proche. On peut très bien imaginer que ce « Et vous » soit fait en amont à la maison avant de commencer le chapitre.

PP. 378-379 EXPLORONS LE CHEMINEMENT DE LA LOI

Afin de comprendre le long et complexe cheminement de la loi dans notre pays, les élèves vont travailler sur la loi visant à protéger les victimes de violences conjugales proposée par les députés Bérangère Couillard et Guillaume Gouffier-Cha. Cet exemple doit permettre d'appréhender le contexte qui peut pousser à proposer une loi, les finalités de celle-ci, les acteurs ainsi que les différentes étapes du parcours de la loi. La confrontation des idées est un aspect essentiel de ce processus démocratique que les élèves doivent comprendre comme la garantie d'un fonctionnement démocratique des institutions républicaines. La compétence principalement travaillée est la règle et le droit. Le professeur peut aussi aborder la notion de souveraineté nationale et la question de la transparence démocratique.

Le document 1 permet de présenter à la fois le contexte et les finalités de cette proposition de loi. L'encart « Vocabulaire » doit justement permettre de différencier la proposition et le projet de loi. Le document 2 est l'occasion de comprendre et de visualiser à la fois les différentes étapes ainsi que les acteurs qui contribuent à la construction de la loi. Dans le document 3, le député Gouffier-Cha explique à la fois qu'une proposition de loi est là pour répondre à une attente ou à un besoin dans la société, et que la confrontation des acteurs et des opinions est essentielle dans ce processus démocratique. Enfin, le document 4 permet aux élèves de saisir quelques dispositions concrètes de cette loi visant à mieux protéger les victimes de violences conjugales. La rédaction du discours (parcours 2) peut être l'occasion d'un travail pluridisciplinaire avec les collègues de Lettres et peut aussi être réinvestie lors de la journée internationale de la démocratie (15 septembre) afin de jalonner le Parcours citoyen des élèves.

Parcours 1

1. Les parlementaires (députés ou sénateurs) peuvent proposer une loi. Le Premier ministre peut aussi le faire mais on parle alors de projet de loi.
2. L'Assemblée nationale et le Sénat sont les deux Chambres qui votent la loi. On appelle cela le pouvoir législatif.
3. Les navettes sont les allers-retours du projet de loi entre les deux Chambres.
4. Pour trouver un accord entre tous les parlementaires, une Commission mixte paritaire est mise en place.
5. La loi est promulguée par le président de la République puis publiée dans le Journal officiel.
6. Trois arguments peuvent être identifiés : 1) Le nombre de féminicides (120 à 150), de femmes victimes de violences conjugales (220 000) et d'enfants qui assistent à ces violences (170 000) est conséquent et inquiétant. 2) Cela ne doit pas être une fatalité, il faut combattre ces violences inacceptables. 3) Il faut mieux protéger les victimes en votant une nouvelle loi.
7. La levée du secret médical lorsque la vie de la victime est en jeu et la suspension du droit de visite et d'hébergement de l'enfant mineur au parent violent sont deux éléments devant mieux protéger les victimes. La valeur de fraternité est ainsi mise en application car cette loi vise à apporter un soutien et une aide aux victimes des violences conjugales.

Parcours 2

« Bonjour à toutes et tous,

Je suis heureux de m'adresser à vous en cette journée internationale de la démocratie ! Dans notre pays, le cheminement de la loi est justement une pratique profondément démocratique.

Certains se demandent à quoi sert la loi ? Elle sert à protéger les citoyens. Par exemple, tous les ans, dans notre pays, il y a 120 à 150 féminicides, 220 000 femmes victimes de violences conjugales et 170 000 enfants qui assistent à ces violences. Ces chiffres sont glaçants ! Alors, afin de combattre voire d'éradiquer les violences conjugales, le Parlement a voté en juillet 2020 une loi visant à mieux protéger les victimes de ces violences.

Et qui sont les acteurs de ce cheminement de la loi ? Ils sont très nombreux. Les députés ou sénateurs peuvent être à l'origine d'une proposition de loi. Si c'est le Premier ministre, on parle alors d'un projet de loi. Ensuite, les parlementaires discutent la loi et la modifient. Le va-et-vient entre l'Assemblée nationale et le Sénat s'appelle la navette parlementaire. Afin qu'ils se mettent d'accord sur une même version du texte, on peut convoquer une commission mixte paritaire. Enfin, une fois le texte adopté par le Parlement, il est transmis au gouvernement et au président de la République pour que la loi soit promulguée au Journal officiel. Ces nombreuses étapes et ces nombreux acteurs sont la garantie d'un fonctionnement démocratique de nos institutions.

La loi votée aide ainsi concrètement les citoyens. Par exemple, cette loi permet la levée du secret médical lorsque la vie de la victime est en jeu ainsi que la suspension du droit de visite et d'hébergement de l'enfant mineur au parent violent. Discuter et voter une loi pour mieux protéger les victimes des violences conjugales, c'est faire vivre les valeurs de la République et notamment la fraternité. Alors vive la République et vive la démocratie ! »

PP. 380-381 DÉBATTONS JUSQU'OU LE DROIT ET LA LOI PEUVENT-ILS ALLER ? L'EXEMPLE DE LA FESSÉE.

Cette double page alimente la réflexion menée par les élèves autour de la loi, de sa conception (voir doubles pages précédentes) et de son rôle. L'exemple de la « loi anti-fessée », présentée à partir d'un article de journal, d'une carte et d'une campagne de prévention, permet de s'interroger sur les limites qui peuvent s'imposer au législateur.

Le dossier documentaire proposé permet d'évaluer les compétences :

- « La sensibilité » (se sentir membre d'une collectivité, accepter les différences et être capable de coopérer) ;
- « La règle et le droit » (comprendre les raisons de l'obéissance aux règles et à la loi dans une société démocratique, comprendre le rapport entre les règles et les valeurs) ;
- « Le jugement » (développer des aptitudes au discernement et à la réflexion critique, confronter ses jugements à ceux d'autrui, s'informer de manière rigoureuse) ;
- « L'engagement » (savoir s'intégrer dans une démarche collaborative et enrichir son travail et sa réflexion grâce à cette démarche) ;
- « Analyser et comprendre un document », l'objectif étant d'extraire les informations qui seront ensuite utilisées pour la rédaction d'un paragraphe ;
- « Pratiquer différents langages » en rédigeant un paragraphe (Étape 3).

ÉTAPE 2

Arguments justifiant l'adoption d'une loi interdisant la fessée	Arguments s'opposant à l'adoption d'une loi interdisant la fessée
<ul style="list-style-type: none"> - La fessée est apparentée à de la maltraitance. - Des centaines d'enfants meurent chaque année de maltraitance parentale. - Les violences physiques ou psychologiques peuvent avoir des conséquences sur l'évolution de l'enfant. - Un enfant maltraité pourra plus tard se livrer à son tour à de la violence (éducative ou conjugale). - Cette loi permet à la France d'être en conformité avec la Convention internationale des droits de l'Enfant. - De nombreux autres pays européens ont déjà adopté une loi similaire. - Il n'y a pas de sanction pénale mais cela permet de faire de la pédagogie sur le thème de la violence éducative. 	<ul style="list-style-type: none"> - C'est une intrusion dans la vie privée des familles. - L'État et la loi ne peuvent pas tout décider et imposer. - Les fessées font partie de l'éducation. - Ce n'est pas grave de donner ou recevoir une fessée. - Les enfants ont besoin d'être corrigés. - À force de ménager les enfants, ils deviennent capricieux et mal élevés (« enfants-rois »). - Sans sanction pénale, cela ne sert à rien.

ÉTAPE 3

Le droit et la loi organisent la vie en société, interdisent les excès en tout genre et particulièrement le recours à la violence.

Or, chaque année, des centaines d'enfants, victimes de « fessées », meurent sous les coups de leurs parents. Les autres peuvent garder des séquelles, physiques ou psychologiques qui vont influencer leur rapport à l'autre. La Convention internationale des droits de l'enfant condamne d'ailleurs toute « violence éducative ». C'est ce qui explique que, depuis 1979, de nombreux pays européens ont adopté une loi interdisant la fessée.

Pour les détracteurs d'une telle loi, cela constitue une intrusion dans la vie privée des familles qui, pensent-ils, doivent demeurer libres de tout choix éducatif. Pour eux, la fessée est une méthode parmi d'autres, inoffensive et parfois indispensable. Ménager les enfants ne permet pas de les éduquer correctement et les transforme en « enfants rois », capricieux.

En dépit des débats que cela a suscité et suscite encore, la France a décidé de légiférer en 2019 et a adopté une loi interdisant les « violences éducatives ordinaires ». Si l'objectif est davantage la prise de conscience que la sanction, ce texte considère que les enfants doivent bénéficier de droits et donc être protégés par la loi.

PP. 382-383 EXPLORONS LES PRINCIPES DE LA JUSTICE

Cette double page permet d'aborder les fondements de la justice. À l'aide d'articles extraits d'un site gouvernemental et de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, d'une allégorie sculptée sur le fronton d'un tribunal et de cas concrets, les symboles, principes et missions de la justice sont tour à tour dévoilés.

Le dossier documentaire proposé permet d'évaluer les compétences :

- « La règle et le droit » (Comprendre les valeurs et les principes de la République française) ;
- « Analyser et comprendre un document » (Parcours 1) ;
- « Pratiquer différents langages » en rédigeant une petite synthèse (Parcours 2).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 383

Parcours 1

1. La justice est représentée avec l'épée ou le glaive (tout autant symbole de protection que de châtiment) et la balance (symbole de l'équité et de l'équilibre du jugement). Un lion, symbole de puissance et d'autorité, figure par ailleurs à ses côtés.
2. L'article 6 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen illustre parfaitement ces symboles. Il affirme en effet : « La loi [...] doit être la même pour tous, soit qu'elle punisse, soit qu'elle protège, soit qu'elle arbitre ». La punition et la protection peuvent être reliées à l'épée et l'arbitrage à la balance.
3. Les missions de punition, de protection et d'arbitrage incombent à la justice. Pour les appliquer efficacement, il lui faut être impartiale et s'appuyer sur les lois établies par les citoyens par l'intermédiaire de leurs représentants.
4. L'indépendance et l'impartialité de la justice sont garanties par la Constitution de la V^e République qui instaure la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. De fait, les magistrats ne sont soumis à aucune autorité politique. Surtout, la loi prévoit des situations qui imposent d'écarter des magistrats de certaines affaires, en cas de parenté par exemple.
- 5.

Principes	Affaire	Article de loi
Application de la loi	6	8
Débat contradictoire	2	6
Droit au recours	5	Toute personne peut faire appel
Égalité des justiciables	4	6
Présomption d'innocence	3	9
Proportionnalité des peines	1	7

Parcours 2

Pour le récit d'invention, le professeur peut proposer comme support complémentaire un article de *L'Express* publié le 29 juin 2021 et intitulé « Mises en cause de la justice : des tribunaux font "portes ouvertes" » (https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/mises-en-cause-de-la-justice-des-tribunaux-font-portes-ouvertes_2153881.html)

« L'idée d'une journée « portes ouvertes » des tribunaux s'est imposée à nous, magistrats, après de nombreuses mises en cause de la justice par des citoyens.

Tous doivent pourtant comprendre que la justice s'appuie sur des valeurs et des principes qui sont rappelés dans des textes fondateurs de l'histoire de France. La Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen par exemple, dans son article 6, évoque les missions de protection, d'arbitrage, mais également de punition qui incombent à la justice. Celle-ci garantit par ailleurs la présomption d'innocence, la proportionnalité des peines, ou encore l'égal recours à la justice pour tout citoyen. L'impartialité quant à elle, est garantie par la Constitution de la V^e République qui impose la séparation des trois pouvoirs et permet ainsi aux magistrats de travailler en toute indépendance.

Autant de valeurs et de principes que l'on retrouve d'une certaine manière dans les symboles de la justice sculptés sur les frontons des tribunaux, comme l'épée ou le glaive (pour la protection et les châtiments) ou la balance (pour l'équité). »

Cette double page permet de comprendre la façon dont la justice est rendue en France. Plus précisément, elle présente, à l'aide d'un texte très détaillé et d'une infographie, les différentes juridictions, leur fonctionnement et leur place respective au sein de l'institution judiciaire.

Le dossier documentaire proposé permet d'évaluer la compétence « Analyser et comprendre un document », l'objectif étant d'extraire les informations qui seront ensuite utilisées pour le tableau (Parcours 1) et pour le schéma (Parcours 2).

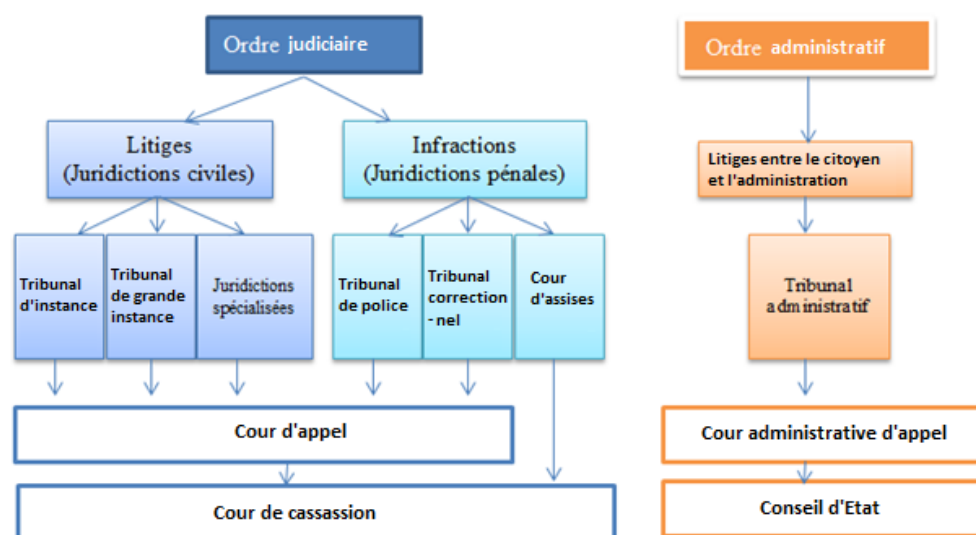
RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 385

Parcours 1

Infraction	Juridiction
Un motard est arrêté pour avoir dépassé de 50 km/h la vitesse autorisée	Tribunal de police
Un homme a tiré un coup de feu sur son voisin, mortellement blessé	Cour d'assises
Un boulanger a licencié un employé qui mangeait trop de pâtisseries	Tribunal (spécialisé) des prud'hommes
Un couple décide de divorcer après trente ans de vie commune	Tribunal de grande instance
Un étudiant conteste la décision de l'État qui lui refuse une bourse	Tribunal administratif
Un homme est arrêté pour avoir cambriolé plusieurs maisons	Tribunal correctionnel

Parcours 2

1.



2. En 2019, la justice civile a prononcé

2 250 217 décisions, la justice pénale a géré 1 308 916 affaires, et la justice administrative 267 809. De fait, ces chiffres très élevés permettent de comprendre la raison pour laquelle il existe tant de juridictions en France. Elles se répartissent les affaires en fonction de leur spécialité afin de tenter de limiter les risques d'erreur judiciaire et l'encombrement des tribunaux.

Cette double page a pour objectif de faire comprendre aux élèves le rôle des différents acteurs de la justice et le rapport à la loi.

La compétence principalement travaillée est la règle et le droit.

Ce corpus se compose de trois documents : un témoignage, un schéma explicatif et un tableau.

Le document 1 est extrait du témoignage d'une jeune femme tirée au sort pour être jurée dans une affaire criminelle en cour d'assises paru dans le magazine *Néon* du 27 février 2017. Ce document présente l'intérêt d'incarner cette fonction, tout en donnant les conditions d'accès et le déroulement du procès. Les élèves peuvent aussi se mettre à la place de cette personne. Le document 2 est une aquarelle d'une salle d'audience d'assises avec les rôles des différents acteurs. Enfin le document 3 présente les différents codes appliqués en France. Il permet de prendre conscience de la multiplicité et de la spécificité des codes de lois.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 386

Parcours 1

1. Les acteurs de la justice s'appuient sur des codes spécifiques pour rendre la loi. Par exemple, le Code civil contient les lois pour régler les litiges entre les personnes privées, alors que le Code pénal renvoie aux infractions à la loi. Un artiste qui estimerait être victime de plagiat pour se référer au code de la propriété intellectuelle, alors qu'une personne qui a dépassé la limite de vitesse sur l'autoroute a enfreint le Code de la route. Pour protéger la nature et réguler les constructions par exemple, il existe le Code de l'environnement depuis le début des années 2000.

2.

Actions au cours du procès	Acteur de la justice
Il est garant de la procédure et transcrit les procès	Le greffier
Il demande des dommages et intérêts	L'avocat de la partie civile
Il est chargé du service des audiences	L'huissier (doc. 1)
Ils siègent aux côtés des magistrats lors d'un procès en Assises	Les jurés
Elle prononce la peine publiquement	La cour
Il plaide les circonstances atténuantes	L'avocat de la défense
Ils sont sollicités pour donner un avis sur un point technique précis	Les experts (dans le texte de la greffière)
Il demande une peine au nom de la société	Le procureur

3. La particularité du juré d'assises est qu'il n'est pas un professionnel de la justice. C'est un citoyen tiré au sort sur les listes électorales. Les conditions pour être juré sont avoir plus de 23 ans, être de nationalité française et lire/écrire le français. On ne peut pas refuser d'être juré sauf si un motif grave l'empêche. Le juré exerce pleinement la fonction de juge aux côtés des magistrats professionnels.

Parcours 2

Questions	Réponses
Quelle est la particularité du juré ?	Ce n'est pas un professionnel de la justice
Cite trois acteurs de la justice.	Avocat, greffier, procureur
Comment nomme-t-on celui qui prononce un réquisitoire ?	Le procureur
Quel code est utilisé pour régler un conflit entre deux personnes privées ?	Le Code civil
Que signifie plaidoirie ?	C'est l'exposé des arguments d'un avocat.
Qui plaide les circonstances atténuantes ?	L'avocat de la défense
Combien de jurés peut-il y avoir en cours d'assises ?	6
Quelle personne est garante de la procédure et transcrit les procès ?	Le greffier
Qui est chargé du service des audiences ?	L'huissier (qui vient du latin « gardien des portes »)
De qui le juge est-il dépendant ?	De personne !
Qu'est-ce qu'une audience ?	La présentation d'une affaire devant un tribunal

PP. 388-389 MENONS UN PROJET JOUER UN PROCÈS

Cette double page présente la démarche à adopter afin d'organiser la reconstitution d'un procès. Elle permet à la fois de fournir aux élèves une meilleure connaissance du système judiciaire français et de ses acteurs, de les impliquer dans un projet utile à l'ensemble des classes de 4^e de leur établissement, mais également d'alimenter leur parcours citoyen.

Cette démarche et le dossier documentaire proposés permettent de mobiliser de nombreuses compétences :

- « Analyser et comprendre un document », l'objectif étant d'extraire les informations de chacun des documents proposés (Étape 1) ;
- « Pratiquer différents langages », en rédigeant le scénario de chaque acteur (Étape 2) ;
- « Coopérer et mutualiser » afin d'élaborer chaque scénario puis le travail de représentation (Étape 2).

ÉTAPE 1

1. Un homme, SDF depuis sa sortie de prison, est entré par effraction dans le local d'une association de Metz et a dérobé de nombreux objets.
2. Sont présents à l'audience : la présidente du tribunal correctionnel (la juge), l'accusé (le prévenu), l'avocat des victimes (la partie civile), l'avocate du prévenu (la défense), le procureur de la République.
3. En cas de vol, la loi prévoit trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.
4. L'état de nécessité permet de ne pas reconnaître une personne pénalement responsable lorsque celle-ci est confrontée à un danger pour elle-même ou pour autrui. Il faut cependant qu'il y ait proportion entre l'acte et la menace. Dans le cas du vol à Metz, l'état de nécessité ne peut être invoqué. L'accusé a en effet déjà été condamné à de nombreuses reprises pour vol alors même qu'il n'était pas SDF.

P. 391 JE VÉRIFIE MES CONNAISSANCES

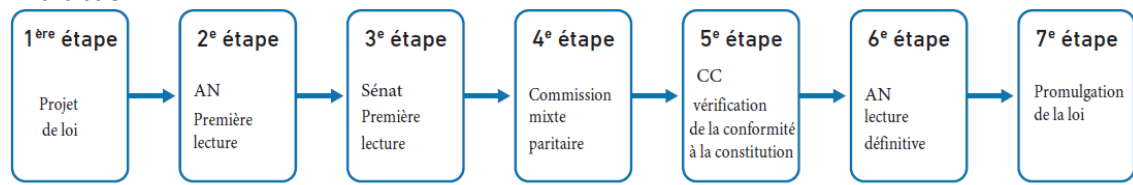
Exercice 1

- a Infraction punie d'une amende. Parfois synonyme d'amende : Contravention (3)
- b Infraction la plus grave qui relève de la Cour d'assises : Crime (4)
- c Ensemble de règles qui s'imposent aux membres d'une société : Droit (6)
- d Désaccord, conflit entre deux parties (personnes ou institutions) : Litige (1)
- e Fait (acte, parole) puni par la loi : Infraction (7)
- f Personne accusée d'avoir commis une infraction : Prévenu (8)
- g Tribunal, ensemble de tribunaux d'une même catégorie : Juridiction (2)
- h Institution qui veille au respect des lois et du droit : Justice (5)

Exercice 2

- Intégrité / Probité : la justice doit être droite, honnête.
- Indulgence / Compréhension : la justice doit faire preuve de bienveillance face à certaines situations.
- Objectivité / Impartialité / Indépendance : la justice ne doit pas être influencée par qui ou quoi que ce soit.
- Égalité / Équité : la justice doit être la même pour tous les citoyens.
- Raison : la justice doit faire preuve de discernement et s'exercer à partir de principes et de règles reconnus.

Exercice 3



P. 392 JE M'ENTRAÎNE SUJET GUIDÉ

Une aide méthodologique est proposée à l'élève afin de l'aider dans sa réflexion et dans la construction de ses réponses.

Pour les deux sujets (guidé et blanc), la réponse aux trois premières questions s'appuie sur les documents. La dernière question est l'occasion de réinvestir les connaissances et les acquis construits en classe lors des activités, discussions et débats tout en s'appuyant sur les documents.

1. Le symbole représenté sur la porte est la balance. Elle fait allusion à l'équité et à l'égalité.
2. Le reste du dessin montre une personne qui semble n'avoir pas d'argent. Or, une barrière de péage (qui nécessite donc de s'acquitter d'un paiement) la sépare de la justice. Cela laisse supposer qu'elle ne pourra y avoir accès. Tout cela est en contradiction avec l'idée d'équité et d'égalité.
3. Pour remédier à cela, l'État propose une aide juridictionnelle c'est-à-dire la prise en charge (totale ou partielle) des frais de justice (avocat, huissier...), que l'on soit accusé ou victime. Cela ne s'adresse bien entendu qu'aux personnes qui n'ont pas les moyens d'assumer ces frais.
4. Cette aide illustre des valeurs telles que l'égalité (tout citoyen doit pouvoir recourir à la justice) et la fraternité (ceux qui ne le peuvent doivent être aidés).
5. La justice s'appuie sur de nombreux principes et valeurs parmi lesquels l'équité et l'égalité. La balance, qui les symbolise, est d'ailleurs l'accessoire le plus souvent représenté sur les statues et les frontons des tribunaux. La question qui se pose alors est de savoir si ces valeurs et principes sont appliqués et si, par exemple, la justice est vraiment accessible à tous les citoyens. En effet, saisir la justice engendre des frais parfois conséquents tels que les honoraires des huissiers, des notaires, des expertises ou encore et surtout, des avocats. C'est pour faire face à ce genre de situation et éviter que la justice ne soit accessible qu'aux personnes les plus aisées, que l'État français propose ce que l'on appelle « l'aide juridictionnelle ». Cela consiste à prendre en charge les frais engendrés par une procédure judiciaire. Toute personne justifiant de faibles revenus (moins de 1 043 euros pour une prise en charge totale, entre 1044 et 1564 euros pour une prise en charge partielle) peut en bénéficier, qu'elle soit victime ou accusée. Pour faciliter les démarches, le formulaire de demande peut être rempli en mairie, au tribunal, ou directement en ligne. En 2019, plus d'un million d'admissions à l'aide juridictionnelle ont été enregistrées par le ministère de la justice. [Le chiffre est donné ici à titre indicatif car aucun document du sujet n'y fait allusion. Voir http://www.justice.gouv.fr/art_pix/Chiffres_CI%E9s_nov2020.pdf].

P. 393 JE M'ENTRAÎNE SUJET BLANC

1. La cour d'assises, qui gère les affaires criminelles, a jugé en 1994 Omar Raddad, accusé de meurtre.
2. Il a été libéré en 1998 (libération conditionnelle), après que Jacques Chirac, président de la République, lui ait accordé une grâce partielle en 1996. Omar Raddad est donc resté 4 ans en prison.
3. Le Code pénal prévoit normalement 30 ans de réclusion criminelle.
4. « Nous apprenons par la voix de Maître Noachovitch, son avocate, qu'Omar Raddad, que nous soutenons depuis de nombreuses années dans sa lutte pour prouver son innocence, a demandé la révision de son procès. La justice doit se prononcer sur sa requête le 16 décembre. Cela fait maintenant 30 ans qu'une riche veuve, Ghislaine Marchal, a été assassinée dans sa villa de Mougins. Omar Raddad a été jugé et condamné en 1994 par la cour d'assises à 18 ans de réclusion criminelle alors que le Code civil en prévoyait 30. Deux ans à peine après cette première décision, le président de la République lui a accordé une grâce partielle ce qui a ouvert la voie, en 1998, à une libération conditionnelle. Autant de décisions qui illustrent les doutes qui subsistent autour de ce crime atroce. Omar Raddad n'aura donc passé « que » quatre années en prison. Cela ne pouvait toutefois satisfaire celui qui, depuis le début de cette affaire, nie les faits qui lui sont reprochés. Il lui fallait obtenir la révision de son procès, seule façon de l'innocenter définitivement. Or, un rapport daté de 2019 révèle, à partir d'analyses ADN, que des traces n'appartenant pas à Omar Raddad ont été relevées sur des documents scellés. L'espoir de réparer une erreur judiciaire est donc relancé et nous espérons que la commission d'instruction qui doit se prononcer saura saisir cette occasion et répondre favorablement à la demande d'Omar Raddad. »

Chapitre 18 Le citoyen dans la démocratie

La démarche du chapitre

Le dernier chapitre d'EMC présente la citoyenneté à l'échelle de la France mais aussi de l'Union européenne ainsi que les droits qui permettent d'agir dans une démocratie. Cela permet de travailler une définition large de la citoyenneté : être citoyen, ce n'est pas seulement avoir un statut avec des droits et des devoirs, c'est aussi un sentiment (appartenance à une même communauté) et des pratiques (célébrer les valeurs, participer à la fête nationale, faire preuve de solidarité, voter, manifester, etc.).

Les deux premiers dossiers « Explorons » traitent de la citoyenneté en France (pp. 396-397) et en Europe (pp. 398-399) : conditions d'accès, symboles, valeurs inhérentes à ces territoires. Ces pages permettent aussi de montrer comment la citoyenneté se pratique au quotidien. On pourra aussi s'appuyer sur la citation de Dominique Schnapper, sociologue et politique française, présidente du Conseil des sages de la laïcité depuis 2018 :

« Le citoyen n'est pas un individu concret. On ne rencontre pas le citoyen, c'est un sujet de droit. Il dispose à ce titre de droits civils et politiques. Il jouit des libertés individuelles, la liberté de conscience et d'expression, la liberté d'aller et venir, de se marier, d'être présumé innocent s'il est arrêté par la police et présenté à la justice, d'avoir un avocat pour le défendre, d'être traité par la justice selon une loi égale pour tous. Il dispose des droits politiques : participer à la vie politique et être candidat à toutes les fonctions publiques. En revanche, il a l'obligation de respecter les lois, de participer aux dépenses collectives en fonction de ses ressources et de défendre la société dont il est membre, si elle se trouve menacée. La citoyenneté définit un ensemble de droits et de devoirs réciproques. Le citoyen réclame légitimement de l'État le respect de ses droits parce que l'État réclame légitimement du citoyen l'accomplissement de certains devoirs ».

▪ Extrait de l'article « citoyenneté » p. 17, Dominique Schnapper, *l'idée républicaine*, 2021. Sociologue et politique française, présidente du Conseil des sages de la laïcité depuis 2018.

Le dossier « Explorons » suivant sur le droit de vote (pp. 400-401) a pour ambition d'identifier, en lien avec le programme d'histoire, l'élargissement de cette pratique démocratique depuis la Révolution française et de montrer en quoi le vote est un élément essentiel dans une société démocratique (choix des représentants des parents d'élèves, au travail ou en politique). Le dernier débat d'EMC proposé (« Faut-il abaisser le droit de vote à 16 ans ? », pp. 402-403), souvent relancé lors des échéances électorales, permet aux élèves de comparer l'âge d'accès à ce droit civique en Europe, de s'appuyer sur des témoignages de députés, de jeunes et de parents pour travailler l'argumentation et l'oral.

Le dossier « Explorons » qui suit, « Agir en démocratie » (pp. 404-405), permet de travailler sur l'engagement des citoyens pour peser dans le débat démocratique (RIC/RIP, pétitions, manifestations, collectifs). Enfin, la dernière double page propose un projet à mener à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Il offre à la fois l'opportunité d'étudier les conquêtes des droits des femmes et de grandes figures féminines, tout en travaillant l'oral par la réalisation d'un podcast (pp. 406-407).

Un court bilan fait le point sur ce qu'il faut retenir des différentes activités avec pour les élèves plus « visuels » une carte mentale (p. 408). Trois exercices permettent aux élèves de vérifier leurs connaissances (vocabulaire, dates clés, vrai-faux) (p. 409) avant de s'entraîner au brevet avec un sujet de brevet guidé et un sujet blanc (pp. 410-411).

PP. 394-395 OUVERTURE

Deux documents iconographiques et un sondage permettent d'ouvrir le thème de la citoyenneté. Le document 1 est une affiche publicitaire, incitant à s'inscrire sur les listes électorales de sa commune pour les élections régionales et départementales de juin 2021. On peut supposer qu'il s'adresse à des jeunes majeurs qui ne sont pas encore inscrits ou aux nouveaux habitants mais elle peut aussi marquer l'esprit des plus jeunes qui voteront dans plusieurs années. Elle montre une carte d'électeur brandie par un.e super-héros.héroïne ; le vote est présenté comme un « super pouvoir ».

Le document 2 est une photographie prise dans l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg. On peut voir les drapeaux des États membres et celui de l'Union européenne et, au premier plan, un *totebag* où est inscrit « *European youth event* » (Rencontre européenne des jeunes) et une jeune femme qui lève la main. Cela permet d'évoquer la participation des jeunes à la citoyenneté et la citoyenneté supranationale mise en place par le traité de Maastricht en 1992.

Si les deux documents font références à la pratique du vote, en haut à droite, un sondage de 2018 dresse les différentes actions à mener pour être un bon citoyen, selon les personnes sondées. Le respect arrive en première position (des règles de vie dans les lieux publics, de l'environnement et des autres). Le résultat du sondage est intéressant car il permet de broser les différents droits et devoirs du citoyen et d'ouvrir sur les thèmes du chapitre. Le « Et vous » permet un premier échange avec les élèves. On peut très bien imaginer qu'il soit fait en amont à la maison avant de commencer le chapitre.

PP. 396-397 EXPLORONS ÊTRE CITOYEN EN FRANCE

Ce dossier doit permettre aux élèves de comprendre ce qu'est un citoyen et les différentes composantes de cette citoyenneté. Ainsi, les documents 1 et 2 présentent les conditions juridiques pour être citoyen en France et donc le lien qui existe entre nationalité et citoyenneté. En effet, certains citoyens le sont dès la naissance, d'autres le deviennent au cours de leur vie. La naturalisation est particulièrement intéressante à étudier car elle souligne qu'être assimilé à la nation française n'exige pas de « se fondre dans la masse » mais exige le respect des principes et des valeurs de la République française ainsi que la connaissance des droits et des devoirs qu'accorde la nationalité. Les documents 3, 4 et 5 vont au-delà du simple point de vue juridique. Si être citoyen, c'est avoir

des droits et des devoirs, c'est aussi les exercer et les pratiquer. Le citoyen peut participer librement à la vie publique de son pays en votant, en adhérant à une association, à un syndicat, à un parti politique, en adoptant un comportement civique... La citoyenneté s'apprend au quotidien par ces différentes formes de pratique et cela commence à l'école de la République ! La courte vidéo proposée en complément (hatier-clic.fr/22hg1801) peut être utilisée afin d'illustrer, de compléter ou de conclure le travail des élèves.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 397

Parcours 1

1. La naissance (droit du sang ou double droit du sol) est la principale condition pour être citoyen français.
2. La naturalisation est le mode d'acquisition de la nationalité reposant sur une demande à l'administration. Il faut adhérer aux principes et aux valeurs essentiels de la République française.

3.

Être citoyen, c'est participer à la vie politique, aux prises de décision	Être citoyen, c'est prendre part à la vie en société, au mieux vivre ensemble
<ul style="list-style-type: none"> - L'exercice du droit de vote - Être candidat à une élection - Décider des grandes orientations de la politique nationale ou européenne (référendum) - S'intéresser pour comprendre le fonctionnement des institutions (ex : visite du Parlement européen) 	<ul style="list-style-type: none"> - Adhérer à une association - Adhérer à un syndicat - Adhérer à un parti politique - Faire preuve de civisme - Participer à des actions de protection de l'environnement

4. L'école joue un rôle dans l'apprentissage de la citoyenneté en permettant aux élèves de mieux comprendre le fonctionnement des institutions et de connaître des acteurs de la démocratie, et en participant à la vie du pays.

5. Les citoyens se rassemblent autour de plusieurs symboles : le drapeau tricolore, la fête nationale du 14 juillet et Marianne.

6. Les phrases « Cependant, les citoyens n'ont aucun rôle obligatoire à jouer » et « Par l'exercice du droit de vote, le citoyen apporte sa contribution majeure à la société » soulignent que si la participation des citoyens n'est pas obligatoire, elle est cependant essentielle.

Parcours 2

Pour présenter aux élèves les caractéristiques principales d'un sketchnote, il est conseillé de visualiser la vidéo en lien : hatier-clic.fr/22hg1802.

Ce travail de groupe est l'occasion de travailler avec les élèves la compétence liée à la culture de l'engagement. Ils devront, afin de réaliser ce sketchnote, être capable de s'intégrer dans une démarche collaborative et enrichir leur travail et leur réflexion grâce à cette démarche.

À l'aide du « Coup de pouce », voici les éléments que l'on peut attendre :

- La nationalité et donc la citoyenneté s'obtiennent soit à la naissance (droit du sang ou double droit du sol) ou par acquisition (droit du sol, naturalisation ou mariage).
- La citoyenneté se pratique en participant à la vie politique (voter à une élection, participer à un référendum, être candidat à une élection) et en prenant part à la vie en société (adhérer un à parti politique, à un syndicat, à une association, faire preuve de civisme).
- Le rôle de l'école est essentiel car c'est le lieu de l'apprentissage de la citoyenneté (ex : compréhension des institutions, participation à des actions citoyennes).

PP. 398-399 EXPLORONS ÊTRE CITOYEN EUROPÉEN

Cette double page a pour objectif de rendre plus concrète la dimension européenne de notre citoyenneté. Le document 1 évoque la naissance de la citoyenneté européenne par le traité de Maastricht, 1992. Le document 2 fait référence à une pratique de la citoyenneté européenne qui peut concerner nos élèves, nos collègues : le programme Erasmus +. Le document 3 liste les valeurs et les symboles de l'Union européenne. Le document 4, comme le document 2, mentionne à nouveau une pratique concrète avec la possibilité de défendre nos droits devant la justice européenne. Enfin, le document 5 montre que la citoyenneté européenne a une dimension politique et nous donne des droits quel que soit notre pays de résidence dans l'UE. Ainsi l'élève prend conscience des différentes dimensions de la citoyenneté européenne et peut développer un sentiment d'appartenance à cette échelle de communauté.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 399

Parcours 1

1. Le texte qui a institué la citoyenneté européenne est le traité de Maastricht signé en 1992. La citoyenneté européenne est attribuée à toute personne ayant la nationalité d'un État membre.

2. Les valeurs de l'Union européenne sont la tolérance, l'inclusion, la justice, la solidarité, les droits de l'Homme, la démocratie, l'état de droit, l'égalité, la liberté et la dignité humaine.

3. Les symboles de l'Union européenne sont la devise « Unis dans la diversité », le passeport, l'euro, le drapeau, la fête de l'Europe (9 mai) et l'hymne européen (Ode à la joie de Beethoven).

4.

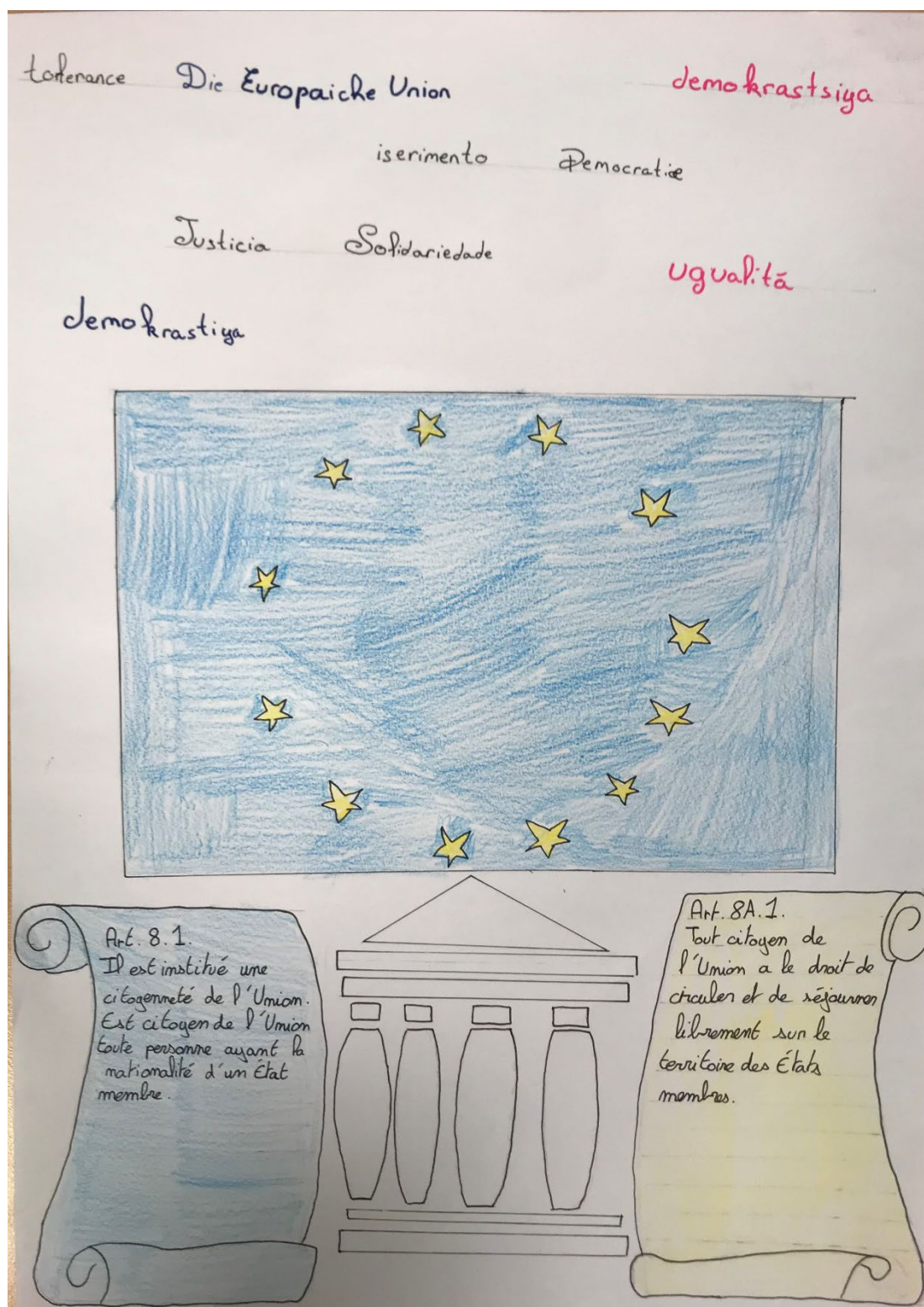
Doc	Valeurs de l'Union européenne	Droit du citoyen
2	Tolérance, solidarité, égalité, liberté	Circuler, séjourner, étudier dans l'UE
4	Tolérance, inclusion, justice, droits de l'homme, dignité humaine	Défendre ses droits devant la justice européenne
5	Démocratie	Élire ses représentants

5. 705 députés siègent au Parlement européen. Pour voter aux élections européennes, il faut :

- être âgé de 18 ans au plus tard la veille du scrutin ;
- être de nationalité française ou être ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ;
- jouir de son droit de vote en France et dans son État d'origine ;
- être inscrit sur les listes électorales d'une commune (possibilité de s'inscrire sur une liste électorale consulaire pour les Français établis hors de France).

Parcours 2

Exemples d'affiches réalisées par des élèves en Langues et Cultures européennes.







PP. 400-401 EXPLORONS LE DROIT DE VOTE

À travers ce dossier, les élèves vont étudier un droit fondamental : le droit de vote. Ainsi, ils doivent acquérir un vocabulaire spécifique et comprendre cette composante de la citoyenneté. Au travers de son histoire, de sa pratique et de ses finalités, les élèves vont appréhender la souveraineté nationale et réfléchir à la représentation de la nation. Le document 1 permet de comprendre l'élargissement progressif du corps électoral de la fin du XVIII^e siècle à la fin du XX^e siècle. Quelques grandes dates jalonnent ainsi la généralisation du droit de vote, aboutissant par étapes au suffrage universel. Le document 2 présente concrètement aux élèves la pratique du vote : le bureau de vote, l'identification de l'électeur, le secret du vote par l'enveloppe et l'isoloir étant des garanties d'un processus démocratique. Le document 3 doit pousser les élèves à réfléchir au vote qui est bien sûr un droit et non une obligation en France mais qui peut être perçu comme un devoir moral et civique permettant à chaque individu d'exercer sa citoyenneté (voir pp. 396-397). Enfin, les documents 4 et 5 illustrent bien le principe de la souveraineté nationale où le peuple, constitué en un corps politique (la Nation), choisit ses représentants lors de multiples élections. En effet, le peuple ne délibère pas directement sur les affaires publiques, cette mission est confiée à des représentants élus (maires, parents d'élèves, délégués du personnel...), dont les décisions constituent alors l'expression de la volonté générale. Le parcours 2, consistant à rédiger un discours pour les semaines de l'engagement, pourra entièrement trouver sa place dans le Parcours citoyen des élèves et sera l'occasion de travailler justement la compétence liée à la culture de l'engagement.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 401

Parcours 1

1. La richesse, l'âge et le sexe sont trois critères qui ont limité l'accès au droit de vote.
2. La démocratisation du droit de vote s'est plus particulièrement mise en place sous la République.
3. Par l'intermédiaire du droit de vote, on peut choisir ses représentants politiques (maire, député, président de la République, conseillers départementaux...) mais aussi lors des élections professionnelles et des représentants des parents d'élèves dans les établissements scolaires.
4. En France, voter est un droit des citoyens et non une obligation. Mais, on peut estimer que c'est un devoir d'un point de vue moral et civique afin que chaque citoyen participe à la vie politique de son pays.
5. L'enveloppe et l'isoloir sont les garanties d'un vote secret.

Parcours 2

« Mes chers camarades, en cette semaine de l'engagement, je suis heureux de m'adresser à vous. Je souhaite, au travers de ce discours, vous sensibiliser à l'importance du droit de vote.

En France, il faut savoir que le droit de vote est le fruit d'une longue conquête qui a permis l'élargissement progressif du corps électoral. De 1791 à aujourd'hui, les critères d'âge, de sexe ou de fortune ont été limités voire supprimés. Par exemple, en 1848, tous les hommes de plus de 21 peuvent voter quelle que soit leur richesse. En 1944, les femmes obtiennent à leur tour le droit de vote. Enfin, en 1974 la majorité électorale est abaissée à 18 ans.

Le vote repose bien sur des pratiques démocratiques comme l'identification de chaque électeur qui ne peut voter qu'une seule fois, le secret du vote qui est garanti par l'enveloppe et l'isoloir ou encore la surveillance du bureau de vote et de l'urne. Ces pratiques démocratiques sont utilisées lors des élections politiques (municipales, départementales, législatives, présidentielles) mais aussi lors des élections professionnelles ou des parents d'élèves dans tous les établissements scolaires.

Enfin, en France, voter est un droit et non une obligation contrairement à d'autres pays comme la Belgique, la Suisse ou la Grèce. Mais, je crois que voter est bien une façon de s'engager en tant qu'acteur de la démocratie, de participer à sa manière à la vie politique de son pays et donc de pratiquer sa citoyenneté. N'oublions pas que si "voter est droit, c'est aussi un devoir civique" ! »

PP. 402-403 DÉBATTONS FAUT-IL ABAISSER LE DROIT DE VOTE À 16 ANS ?

L'organisation du débat peut être facilitée par la « Méthode Débat » p. 358. Celui-ci doit permettre de travailler avec les élèves la compétence liée à la culture du jugement et plus particulièrement en développant leur aptitude au discernement et à la réflexion critique ainsi qu'en confrontant leurs jugements à ceux d'autrui dans le cadre d'un débat. En suivant les trois étapes proposées, les élèves prépareront, argumenteront et concluront.

ÉTAPES 1 ET 2

Voici quelques exemples d'arguments que les élèves pourront relever dans les étapes 1 et 2 (cette liste n'est pas exhaustive) :

A. Étendre le droit de vote aux jeunes de 16 ans est justifié	B. Étendre le droit de vote aux jeunes de 16 ans n'est pas justifié
<ul style="list-style-type: none"> - Souvent les jeunes connaissent très bien leur commune, ils devraient pouvoir se prononcer sur la politique de leur ville (doc. 2). - Tant que les jeunes ne voteront pas, les candidats ne s'adresseront pas à eux (doc. 2). - Les 16-18 ans sont souvent engagés et ont des revendications, par exemple sur le climat (doc. 2). - À 16 ans, on peut conduire, créer une association, travailler, s'émanciper du foyer familial, débattre à l'école, manifester alors on devrait avoir le droit de voter (doc. 2 et 5). - Dans certains pays d'Europe, les jeunes peuvent déjà voter : à 16 ans en Autriche, à 17 ans en Grèce, ou pour certaines élections comme en Allemagne, au Royaume-Uni ou en Estonie (doc. 3). - On peut ainsi contrer des idées qui ne sont pas les nôtres (doc. 4). 	<ul style="list-style-type: none"> - Il est difficile de décider sans l'avis de ses parents (doc. 1). - Dans très peu de pays d'Europe, les jeunes peuvent voter. À part en Autriche et à Malte dans aucun autre pays, les jeunes de 16 ans votent sans condition (doc. 3). - À 16 ans, on ne s'intéresse pas à la politique et on a d'autres préoccupations ou priorités (ex : l'orientation) (doc. 4 et 5). - À 16 ans, on n'est pas assez mature, la politique c'est pour plus tard (doc. 4 et 5). - On ne vote pas pour un candidat mais contre des idées qui ne nous correspondent pas (doc. 4). - À cet âge-là, les jeunes sont malléables et trop sensibles aux émotions, aux discours démagogiques, aux fakes news (doc. 5).

ÉTAPE 3

Au moment des élections présidentielles, municipales ou européennes revient souvent cette question : « Faut-il abaisser le droit de vote à 16 ans ? ».

D'un côté, il paraîtrait normal d'accorder le droit de vote aux jeunes de 16 ans. Ils connaissent souvent très bien leur commune (infrastructures sportives, transports, espaces culturels...) et devraient donc pouvoir se prononcer sur la politique de leur ville. À 16 ans, les jeunes peuvent conduire, créer une association, travailler, s'émanciper du foyer familial, débattre à l'école, manifester, ils devraient donc avoir le droit de voter ! Les 16-18 ans sont des citoyens souvent engagés et ont des revendications comme sur le climat et veulent parfois contrer des idées qui ne leur correspondent pas. Si on veut que les candidats s'intéressent aux jeunes, il faut leur donner le droit de vote. Enfin, dans certains pays d'Europe, les jeunes votent déjà ! En Autriche et à Malte, ils peuvent voter dès 16 ans !

D'un autre côté, à 16 ans, il est souvent difficile de décider sans l'avis de ses parents. Les jeunes peuvent manquer de maturité et être malléables et sensibles aux émotions, aux discours démagogiques, aux fakes news. Ils risquent de ne pas voter pour leurs idées mais uniquement pour contrer un candidat qui ne correspond pas aux leurs. D'ailleurs, à cet âge-là, on ne s'intéresse pas forcément à la politique et on peut avoir d'autres préoccupations ou priorités comme l'orientation ou la recherche d'un emploi. Enfin, dans très peu de pays d'Europe, les jeunes ont le droit de voter. Il n'y a qu'en Autriche et à Malte que les jeunes de 16 ans votent sans condition.

PP. 404-405 EXPLORONS AGIR EN DÉMOCRATIE

Cette double page s'inscrit dans le parcours citoyen en suivant les deux objectifs suivants :

- s'engager et assumer des responsabilités ;
- avoir conscience des droits et des devoirs d'un individu comme citoyen dans une société démocratique.

L'idée est de montrer qu'il existe de nombreux moyens de s'engager dans la démocratie en plus du vote, réponse la plus répandue comme le souligne le document 6.

Les documents 1 à 5 présentent différents types d'engagement : le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) (doc. 1), à lier au mouvement des gilets jaunes et à la campagne présidentielle 2022. Ce moyen d'action qui permettrait une démocratie plus directe n'a pour le moment pas d'existence légale ; le Référendum d'initiative partagée (doc. 2), forme d'action déjà en place ; la pétition en ligne (doc. 3) ; la manifestation (doc. 4) ; l'engagement dans un collectif (doc. 5).

Liens internet : Le livret de l'éco-délégué : <https://eduscol.education.fr/document/3882/download>

- D'autres autres exemples d'engagements : <https://biggerthan.us.film/> ; <https://www.zerodeconduite.net/film/bigger-us>

Parcours 1

1.

Doc	Type d'engagement	Intérêt	Limite
Doc. 1	Militer pour le RIC	Démocratie directe : les citoyens proposent, rédigent et votent leurs propres lois.	- Pas pris en compte. - Pas d'existence légale pour le moment.
Doc. 2	RIP	Faire évoluer les lois plus directement.	Les seuils de soutien à atteindre.
Doc. 3	Lancer/soutenir des pétitions numériques (démocratie 2.0)	- Facile, à la maison, un simple clic souvent, mobilisation rapide et importante. - Réaction de l'Assemblée nationale qui a lancé sa propre plate-forme.	- Impact réel ? - Limite pour plate-forme lancée par Assemblée nationale.
Doc. 4	Manifester	Exercer sa liberté d'expression ; liberté d'opinion...	- Impact réel sur les politiques ? - Nécessité de se déplacer. - Risques en termes de sécurité.
Doc. 5	Engagement dans un collectif	- Le collectif en lui-même : association. - Faire pression sur les lois nationales et européennes.	- Lenteur, moyen de pression indirect. - Chronophage.

2. Les quatre moyens considérés comme les plus efficaces pour permettre aux citoyens d'exercer leur influence sur les décisions politiques en France sont : voter aux élections, boycotter des entreprises ou des produits, faire grève, manifester dans la rue.

Parcours 2

Exemple : organiser un troc de vêtements et d'objets pour lutter contre la surconsommation (Collège Jean- Marie Pelt, Hettange-Grande)

Disciplines impliquées : LV (anglais/LCE), EMI, EMC, Français.

Grandes étapes :

- Idée proposée par les élèves en classe, puis relayée au CVC. Lancement du projet avec les classes de 3^e et les enseignants.
- Réflexion sur la société de surconsommation puis recherches documentaires et préparation d'exposés.
- Présentation du projet, de l'action à toutes les classes de l'établissement (présentation orale par petits groupes d'élèves).
- Récupération, mise en place de la boutique gratuite.
- Journée d'action dans la salle du FSE : pass accès.



Lundi 29 novembre au collège, on fêtera le Green monday !

Quelques jours après le Black friday, les élèves de 3ème organiseront une journée de don et de troc, pour consommer "autrement", en économisant les ressources de la planète.



Profite des vacances pour ranger ta chambre et tes armoires : fringues, livres, jeux ou jouets, qu'es-tu prêt(e) à offrir ou échanger ?



Pass d'accès à la boutique gratuite du Green Monday



Réponds à ces trois questions. Cela te donnera le droit de visiter notre boutique du Green Monday et d'y choisir gratuitement un article.

- Cite une valeur de Thanksgiving ;
- Cite une raison de ne pas acheter pendant le Black Friday ;
- Imagine le cadeau idéal que tu trouverais dans la boutique ;

La boutique gratuite du Green Monday sera ouverte au FSE (sous le préau du bâtiment A),
lundi 13 décembre
*pendant la récré de 10h ;
* entre 12h et 13h30 ;
* à la récré de 15h30
(S'il reste des articles, nous ouvrirons davantage... Stay tuned :))

Tu veux continuer à consommer autrement ?

- => Utilise des applications : leboncoin, vinted, smille (site d'échanges gratuits)
- => Achète dans des boutiques de seconde main, dans les environs : Emmaüs, Recyclif, la malle à malices, entre copines...
- => Tu peux aussi : faire toi-même (vive le Do It Yourself!), échanger avec des ami.es...

PP. 406-407 MENONS UN PROJET RÉALISER UN PODCAST SUR LES DROITS DES FEMMES EN DÉMOCRATIE

À travers ce projet sur l'évolution des droits des femmes dans l'histoire, les élèves doivent comprendre le sens de l'engagement de l'individu comme le rôle du citoyen dans le débat démocratique. Ce travail s'inscrit pleinement dans le Parcours citoyen des élèves à travers le prisme de l'éducation aux médias et à l'information. Les élèves vont pouvoir produire eux-mêmes de l'information, développer une compétence de recherche, de sélection et d'interprétation de l'information et d'évaluation des sources et des contenus et enfin comprendre les médias, les réseaux et les phénomènes informationnels dans toutes leurs dimensions (technique, éthique...).

Le document 1 présente des dates-clés afin que les élèves comprennent que les droits des femmes sont le fruit d'une longue conquête du XIX^e siècle à aujourd'hui. Ces avancées se sont faites dans des domaines variés : politique, économique, familial... Dans le document 2, la récente panthéonisation de Joséphine Baker est présentée aux élèves. Les vidéos en hatier-clic permettent de mieux connaître la vie de Joséphine Baker et de répondre à la question 2. Le document 3 est une rapide explication de la journée internationale des droits des femmes. Enfin, le document 4 permet d'incarner ce sujet au travers de six portraits de figures féminines exemplaires. Il est possible ici de faire une passerelle EMC-histoire avec le chapitre consacré à la condition des femmes au XIX^e siècle (chapitre 8).

ÉTAPE 1

1. Voici deux avancées dans les domaines suivants :

Famille : l'autorité parentale partagée remplace la « puissance paternelle » (1970) ; l'enfant peut porter le nom de ses deux parents (2002).

Éducation : obligation pour toutes les communes de plus de 800 habitants d'ouvrir une école de filles (1850) ; uniformisation des programmes scolaires masculin et féminin (1924).

Travail : les femmes peuvent travailler sans l'autorisation de leur mari (1965) ; la loi Roudy sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (1983).

Reconnaissance politique : droit de vote (1944) ; droit d'éligibilité (1944).

Droit de disposer de son corps : la loi Neuwirth autorise la contraception (1967) ; la loi Veil autorise l'IVG (1975).

2. Joséphine Baker a fait son entrée au panthéon. Elle a été choisie car elle a participé à la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale et s'est battue contre la ségrégation raciale ainsi que pour les droits civiques et pour les droits des femmes. Elle représente les valeurs de la République : la liberté, l'égalité et la fraternité.

3. La journée internationale des droits des femmes permet de fêter les victoires et les acquis en matière de droits des femmes. Elle peut aussi être l'occasion de faire entendre les revendications des femmes afin d'améliorer encore leur situation.

4. Ces femmes ont permis des avancées importantes dans des domaines variés : Christine Ockrent : les médias ; Corinne Diacre : le sport (football) ; Simone Veil : la politique ; Claudie Haigneré : les sciences (l'astronomie) ; Catherine Guillouard : l'économie, la finance ; Julie Ducournau : le cinéma.

ÉTAPE 2

Pour cette étape, à réaliser individuellement ou en groupe, les élèves vont pouvoir se saisir d'un des nombreux sujets ou personnages abordés dans ce dossier. Voici une liste non exhaustive des thèmes qu'ils pourront travailler et présenter : le 8 mars : la journée internationale des droits des femmes ; Joséphine Baker ; Simone Veil ; 1944 : les femmes françaises peuvent voter ; 1975 : la loi autorisant l'IVG ; la place des femmes dans le sport ; Corinne Diacre...

P. 409 JE VÉRIFIE MES CONNAISSANCES

Exercice 1 Je connais les dates-clés

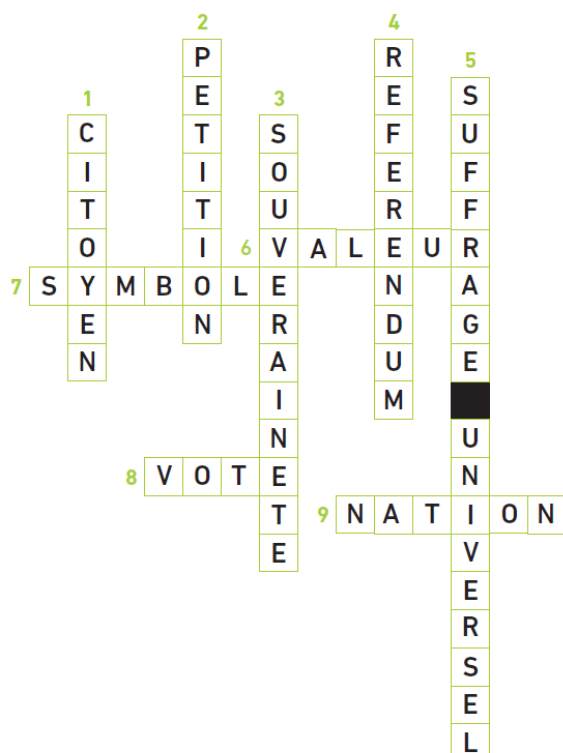
1/c : Traité de Maastricht 1992

2/d : Droit de vote des femmes 1944

3/a : Suffrage universel masculin 1848

4/b : Majorité à 18 ans 1974

Exercice 2 Je connais le vocabulaire du chapitre



Exercice 3 J'argumente grâce à mes connaissances

Il n'existe qu'un moyen de s'engager en démocratie.	Faux : On peut s'engager par la voie de la démocratie représentative en votant et aussi par la voie de la démocratie participative en manifestant ; en signant des pétitions, des RIP, en s'engageant dans des RIC et des actions solidaires.
Les ressortissants des États membres de l'Union Européenne peuvent participer aux élections européennes et aux élections municipales de leur pays de résidence.	Vrai : La citoyenneté européenne donne le droit de voter pour choisir ses députés européens et aussi le droit de participer aux élections municipales de son pays de résidence en Europe.
Les jeunes de 16 ans ont obtenu le droit de vote en 1974.	Faux : En 1974, la majorité électorale a été abaissée à 18 ans.
En France, la pratique des élections est exclusivement liée à la politique.	Faux : Les collégiens et les lycéens sont électeurs et éligibles comme délégués, éco-délégués.
Il n'y a qu'une façon d'acquérir la nationalité française.	Faux : On peut acquérir la nationalité française à la naissance (le droit du sang, le double droit du sol) ou par acquisition (le droit du sol, la naturalisation, le mariage).

P. 410 JE M'ENTRAÎNE SUJET GUIDÉ

Une aide méthodologique est proposée à l'élève afin de l'aider dans sa réflexion et dans la construction de ses réponses.

Pour les deux sujets (guidé et blanc), la réponse aux trois premières questions s'appuie sur les documents. La dernière question est l'occasion de réinvestir les connaissances et les acquis construits en classe lors des activités, discussions et débats tout en s'appuyant sur les documents.

1. Les actions citoyennes que les éco-délégués peuvent mener dans leur établissement : nettoyage de l'établissement, installation de ruches avec l'accompagnement d'apiculteurs, réalisation d'un éco-jardin, installation d'un garage à vélo, organisation de trocs de livres et de vêtements.

2. Cette affiche s'adresse aux jeunes entre 9 et 14 ans de la commune de Chateaubriand. Son objectif est de susciter l'engagement des jeunes citoyens de la commune en se présentant en tant que candidat aux élections du Conseil municipal des jeunes.

3. « Bonjour Mamie et Papi,

Comme promis la dernière fois au téléphone, je vous écris une lettre pour vous donner de mes nouvelles.

J'espère que vous allez bien. Moi, tout se passe bien au collège où je ne suis pas seulement des cours mais participe vraiment à la vie de l'établissement. Je vais vous expliquer car ça ne fonctionnait sûrement pas de cette façon quand vous, vous étiez au collège.

En tant que collégien, différentes façons d'apprendre à devenir citoyen s'offrent à nous. On peut s'engager, par exemple, en tant que délégué de classe ou en tant qu'éco-délégué. Ainsi on peut intégrer de nombreuses instances dans notre établissement et se faire entendre. Cette année, je me suis présenté aux élections pour devenir éco-délégué de ma classe et j'ai été élu. J'ai ensuite participé à la réunion de tous les éco-délégués du collège et je suis devenu membre du CVC. Il s'agit du conseil de la vie collégienne qui est une instance citoyenne qui favorise l'implication des élèves dans la vie du collège. On peut y proposer des idées pour améliorer le fonctionnement de l'établissement et y proposer des projets.

La surconsommation notamment vestimentaire est une cause qui me préoccupe depuis quelques temps. C'est pourquoi j'ai proposé lors d'une réunion du CVC d'organiser "un troc de vêtements" au sein du collège. Après quelques semaines de préparation, il a eu lieu et a eu beaucoup de succès. Tous les élèves ont pu ramener les vêtements dont ils souhaitaient se débarrasser et en faire don, ou bien les troquer contre d'autres. Vous savez que je m'intéresse à l'économie solidaire : pour une fois, j'ai eu l'impression d'y avoir contribué !

Ça me donne vraiment envie de continuer et pourquoi pas de m'engager au sein de ma commune en participant aux élections du conseil municipal des jeunes. Je me rends compte que devenir citoyen c'est quelque chose qui s'apprend en s'engageant dès le plus jeune âge, pas besoin d'attendre d'être adulte pour se faire entendre et lancer des projets.

A bientôt. »

P. 411 JE M'ENTRAÎNE SUJET BLANC

1. Ce document a trait aux élections européennes.

2. Pour participer aux élections européennes, il faut :

- être âgé de 18 ans au plus tard la veille du scrutin ;
- être de nationalité française ou être ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ;
- jouir de son droit de vote en France et dans son État d'origine ;
- être inscrit sur les listes électorales d'une commune (possibilité de s'inscrire sur une liste électorale consulaire pour les Français établis hors de France).

3. Pour cette élection, le chiffre de participation s'élève à 50,6 %. Les deux éléments qui expliquent ce chiffre sont que « certains citoyens, abstentionnistes auparavant, se sont déplacés aux urnes » et que « le vote est obligatoire dans cinq pays (Belgique, Bulgarie, Luxembourg, Chypre et Grèce).

4. L'une des motivations des jeunes électeurs pour se rendre aux urnes est l'importance qu'ils accordent aux droits démocratiques et le fait qu'ils estiment que l'Union européenne est plus forte pour répondre à leurs préoccupations lorsqu'elle agit de concert.

5. Le fait de ne pas se déplacer pour voter se nomme l'abstention.

6. Pratiqué depuis l'Antiquité pour désigner des magistrats, voter des lois ou encore éliminer des personnes dangereuses pour la cité, le vote est intimement lié au régime démocratique. La participation au vote et ses modalités, dans une démocratie représentative, sont en effet des marqueurs démocratiques importants.

En France, la conquête du droit de vote a été longue et progressive. En 1848, le suffrage censitaire est remplacé par le suffrage universel masculin. Les femmes obtiendront le droit de vote seulement en 1944 après des années de lutte et de manifestations. En 1974, la majorité est abaissée de 21 ans à 18 ans. En 1992, une autre étape est franchie avec la mise en place d'une citoyenneté européenne.

Voter est un droit, un acte citoyen qui permet de choisir ses représentants à l'occasion d'un scrutin ; c'est aussi un devoir civique. Au sein d'une démocratie, ce droit fondamental permet de participer au choix de ses représentants, tous les 5 ans pour l'élection présidentielle ou les élections européennes. Par le vote, le citoyen participe au processus politique.

Le droit de voter signe une liberté essentielle. Il en va de la responsabilité de chacun de la protéger en exerçant ce droit. Pourtant, on note des taux d'abstention de plus en plus élevés qui reflètent un manque d'intérêt ou un désengagement des citoyens.

Enfin, il est important de rappeler qu'il existe aussi d'autres formes d'exercice de la démocratie comme le fait de s'engager dans un collectif, de manifester et de lancer et/ou soutenir des pétitions. Il est également possible de faire évoluer les lois grâce au référendum d'initiative partagé.

Voter est un moment essentiel de la démocratie et la participation des citoyens est une condition de la vitalité démocratique.